



Rapport annuel 2020 de l'IICA

Mars 2021

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), 2021



Le rapport annuel 2020 de l'[IICA](#) se trouve sous licence [Creative Commons Attribution-Compartir Igual 3.0 IGO](#).

Disponible en format PDF sur www.iica.int.

ISBN 978-92-9248-906-9

L'Institut encourage une utilisation légitime de ce document, qui ne doit être cité qu'à bon escient, le cas échéant.

Table des matières

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	V
NOTE DE SYNTHÈSE	VIII
CONCERNANT L'IICA	1
PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2020	3
✚ BIOECONOMIE ET DEVELOPPEMENT PRODUCTIF	5
✚ AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET AGRICULTURE FAMILIALE	8
✚ COMMERCE INTERNATIONAL ET INTEGRATION REGIONALE	11
✚ CHANGEMENTS CLIMATIQUES, RESSOURCES NATURELLES ET GESTION DES RISQUES PRODUCTIFS	13
✚ SANTE AGRICOLE ET SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS	14
✚ LES FEMMES ET LES JEUNES	18
✚ INNOVATION ET TECHNOLOGIE	20
✚ GESTION DU SAVOIR	28
✚ RELATIONS INSTITUTIONNELLES ET GESTION DES PROJETS	29
GOVERNANCE ET RÉUNIONS OFFICIELLES	33
✚ COMITE EXECUTIF (CE)	33
✚ REUNIONS OFFICIELLES TENUES EN 2020	34
PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA GESTION INSTITUTIONNELLE	35
ANNEXES	40
7 ACTIONS À RÉACTION RAPIDE EXÉCUTÉES EN 2020	40
NOUVEAUX PARTENAIRES ET ALLIÉS DE L'IICA POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL 2020	42
PRINCIPAUX PRODUITS DU SAVOIR DE L'IICA	43
SIGLES	44

Message du Directeur général

On se souviendra de 2020 comme de l'année pendant laquelle le monde s'est arrêté et où il a été nécessaire de réorganiser les priorités, en reconnaissant les vulnérabilités de notre condition humaine.

Face à la crise sanitaire mondiale, le travail collaboratif et l'engagement à trouver des solutions innovantes ont été à l'ordre du jour. Des scientifiques aux médecins qui ont trouvé le vaccin contre le SARS-CoV-2, et jusqu'aux producteurs d'aliments à petite et moyenne échelle, tous se sont vus dans l'obligation de se réinventer, avec des charges de travail accrues et un profond sentiment d'urgence.

Dans ce contexte international, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a été parmi les premiers à reconnaître et à souligner la résilience, face à la crise, des secteurs agricole et agroindustriel des Amériques qui, même dans les moments les plus difficiles de la pandémie ont surmonté les spéculations sur les marchés et les tentatives de blocages du commerce – mesures dépourvues de bases scientifiques solides -, ce qui a permis au monde de continuer à s'alimenter, et à notre continent d'affirmer son rôle clé de protecteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la planète.

Cette résilience est inscrite dans l'ADN de l'IICA. Son origine remonte à l'époque de la guerre de 1942, quand la vision de nos fondateurs nous a amenés à nous constituer en une organisation spécialisée qui favorise le développement agricole et rural des Amériques.

En temps de crise, soutenu par les communications virtuelles, l'Institut a été un acteur proche, qui écoute, propose et agit pour étayer le dialogue entre les autorités de ses 34 États membres, le secteur privé, la société civile, l'université et d'autres agences internationales de coopération, afin de définir les visions communes et innovantes de travail en faveur du développement des systèmes agroalimentaires de la région.

En un temps d'urgence extrême, la capacité de réponse de l'IICA aux demandes de ses pays membres a été démontrée non seulement par des centaines d'événements d'échanges d'expériences et par la formulation d'accords de travail, mais aussi par la continuité d'un solide programme de coopération technique, avec plus de 270 initiatives en matière d'agriculture numérique, de sols, de souci des femmes et des jeunes, de bioéconomie, de commerce, de santé agricole, de changements climatiques, de développement rural et de recherche, entre autres.

Malgré les difficultés de mobilisation interne et externe, les différents projets de cette organisation se sont déroulés efficacement, pour une exécution proche des 130 millions de dollars américains. Nous nous sommes vus dans l'obligation de protéger la santé de tout le personnel et d'utiliser au maximum les ressources institutionnelles, grâce à la focalisation des actions dans un fonds unique, à la réduction de près de 7 millions de

dollars américains du budget ordinaire et à la recherche de nouvelles sources de revenus. Notre élan vient d'un engagement pour une coopération technique d'excellence et pour l'efficacité institutionnelle.

Nos aspirations, en cette année difficile, ont été de continuer d'être une organisation innovante, pertinente, productive et durable.

Aujourd'hui, la coopération technique est différente, c'est pourquoi l'Institut a œuvré toute l'année à réviser, ajuster et mettre en œuvre des idées nouvelles pour concrétiser un nouveau modèle d'affaires susceptible de nous renforcer en termes de pertinence et de validité face aux programmes de plus en plus demandeurs de nos États membres.

Nous avons fait en sorte de maintenir au courant de ces idées tous nos organes de direction, qui nous ont offert leur soutien décisif pour continuer de moderniser l'IICA, ses services et son architecture financière.

En 2021 nous espérons que les programmes internationaux intensifs de vaccination nous mènent vers la "nouvelle normalité", dont nous souhaitons qu'elle soit une "meilleure normalité". C'est maintenant, précisément, que le rôle de l'Institut est encore plus important, car c'est une plateforme d'innovation qui permet de gérer le savoir afin de développer des initiatives de coopération de plus en plus robustes.

Nous sommes positifs quant aux années à venir, car nous sommes témoins de la renaissance des cultures et de la vie, lorsque nous traitons la terre de manière rationnelle.

L'IICA, toujours plus proche de ses partenaires, continue d'aller de l'avant.

Manuel Otero
Directeur général

Note de synthèse

L'origine de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) remonte à une époque où le monde affrontait une de ses pires crises de l'histoire et où l'agriculture a joué un rôle primordial pour le bien-être de millions de personnes. En 2020, année de crise sanitaire due à la pandémie du coronavirus 2019 (COVID-19), une fois de plus la capacité qu'ont les systèmes alimentaires de contribuer à surmonter les crises et leur influence en tant que moteur du développement agricole et du bien-être rural, ont été mises en lumière, et cela fait 79 ans que c'est précisément l'objectif de la mission de l'IICA.

L'Institut a centré sa coopération technique d'excellence sur le renforcement des capacités de l'institution¹, sur la gestion du savoir et sur l'offre de solutions innovantes pour relever les nouveaux défis, avec pour slogan "*l'IICA écoute, propose et agit*".

Durant cette année, les actions urgentes du programme de l'institution ont visé à répondre aux besoins du secteur agroproductif pendant la pandémie. L'Institut a, pour ce faire, organisé plus de 30 réunions sous-régionales, favorisé le dialogue interministériel, collaboré à l'élaboration de plans de réponse et de protocoles sanitaires, fourni des intrants et offert son soutien à des campagnes de diffusion des impacts de la COVID-19 sur l'agriculture.

En ce qui concerne son Plan à moyen terme 2018-2022, l'IICA n'a cessé d'agir en matière de bioéconomie, d'aménagement du territoire, de commerce international, de changements climatiques, de santé agricole, de situation des femmes et des jeunes, et d'innovation et de technologie. Nous avons réalisé 272 initiatives, dont 223 ont été financées par des ressources extérieures pour une valeur proche de 130 millions de dollars américains, le tout avec le soutien de plus de 200 partenaires.

Les principaux résultats des actions de **coopération technique** réalisées tant dans le programme prévu que dans l'urgence à court terme sont les suivants :

- Le leadership de l'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC) a été confirmé dans le domaine de l'utilisation du potentiel de la **bioéconomie**. Environ 3500 personnels des autorités et techniciens des institutions publiques ont pu accroître leurs capacités en la matière. L'ALC dispose en outre d'outils permettant de construire des affaires fondées sur la bioéconomie dans les cultures de café, cacao, pomme de terre, tomates, légumes, ovins et miel.
- Plusieurs espaces de dialogue entre les autorités nationales ont assuré le flux commercial et l'approvisionnement en produits alimentaires, ce qui avait été mis en danger pendant la pandémie. L'Institut a réalisé un suivi permanent des données

¹ Plus de 60 000 personnes ont pu tirer parti du campus virtuel de l'Institut, qui offre 75 cours associés aux thèmes de coopération de l'IICA.

sur le **commerce agroalimentaire**, les prix internationaux et les politiques agricoles fixées en vue de faire face à la pandémie de COVID-19, ainsi que la coordination de débats virtuels sur les affaires.

- Des dizaines de projets et d'activités de coopération étaient orientés vers l'amélioration de la situation de l'**agriculture familiale** et l'approvisionnement en aliments, surtout en matière de coopérativisme, associativité, innovation technologique et accès aux marchés. C'est dans ce cadre qu'a été créé, avec Michael Kremer, Prix Nobel d'Économie 2019, un programme de consultations agricoles numériques par message texte sur téléphones portables, qui va bénéficier à des millions d'agriculteurs des Amériques.
- Nous avons lancé, avec l'Université de l'Ohio, l'Initiative des Sols vivants dans les Amériques, qui vise à promouvoir la restauration des terres, sur le continent, tandis qu'à l'échelon régional, la Communauté caribéenne (CARICOM) et la Région Andine bénéficieront des propositions présentées au Fonds vert pour le climat (FVC) pour consolider les capacités orientées vers une **agriculture innovante, résiliente, productive** et générant peu d'émissions.
- L'IICA a offert son soutien à ses pays membres à travers une grande quantité d'actions dans le domaine de la **protection des animaux et des plantes**, y compris la mise en œuvre de limites maximales de résidus, le contrôle des ravageurs et des maladies (escargots, mouches, sauterelles, chenilles, brucellose, sigatoka *et Fusarium*), la résistance antimicrobienne et les normes sanitaires internationales, entre autres.
- Une douzaine de forums, commémorations et recherches appliquées ont eu lieu dans le but de reconnaître la valeur historique des **femmes et des jeunes dans le développement** des territoires ruraux et de les inciter à utiliser tout ce que leur offre l'**agriculture numérique 4.0**. De même, le **Centre d'interprétation de l'agriculture de l'avenir (CIMAG)**, situé au siège de l'Institut au Costa Rica, offre un espace de rencontre entre l'agriculture les connaissances les plus récentes.

L'Institut a agi avec raison face aux effets de la pandémie de COVID-19, en accordant priorité à la protection de la dynamique de la coopération, à la santé de ses collaborateurs et au flux de trésorerie, en optimisant son budget annuel autour de 7 millions de dollars américains. Il a, en outre, approfondi le processus de modernisation de l'institution grâce à une feuille de route pour mettre en œuvre un nouveau **modèle d'affaires pour que l'IICA ait plus de capacités d'anticipation, de pertinence, de productivité, de prestige et de solidité financière**.

L'étroite relation que l'Institut a entretenue en 2020 avec ses pays membres, malgré les mesures de distanciation sociale appliquées pendant la pandémie de COVID-19, s'est traduite par un programme plus large de collaboration internationale avec des universités, des centres de recherche internationaux, des entités bancaires multilatérales, des entreprises du secteur privé, des organisations de producteurs et agences de coopération de pays comme les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée et l'Espagne, ainsi que de l'Union Européenne. Avec tous ces partenaires stratégiques, l'IICA a formé une grande communauté aux portes ouvertes.

Concernant l'IICA

La mission de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) est de "*stimuler, promouvoir et appuyer les efforts que déploient les États membres en vue d'assurer le développement agricole de leurs pays et le bien-être de leurs populations rurales grâce à une coopération technique d'excellence*"².

La vision qui oriente ses actions est la suivante :

*"Être une **institution moderne et efficace** qui s'appuie sur **une plateforme de ressources humaines et sur des processus capables de mobiliser les connaissances** disponibles dans la région et dans le monde pour réussir une agriculture compétitive, inclusive et durable, qui tire parti des opportunités afin de contribuer à la croissance économique et au développement et qui favorise un meilleur bien-être rural et une gestion durable de son capital naturel"*³.

Ces deux phrases, plus actuelles que jamais, indiquent l'orientation des travaux quotidiens de l'Institut, dans la reconnaissance des efforts de milliers d'agriculteurs qui ont évité une crise alimentaire pendant la pandémie de la maladie liée au coronavirus (COVID-19).

Les objectifs fixés par notre Plan à moyen terme (PMT) pour la période 2018-2022 sont les suivants :

1. Accroître la participation du secteur agricole à la croissance économique et au développement durable ;
2. Contribuer au bien-être de tous les habitants des territoires ruraux ;
3. Améliorer le commerce international et régional des pays de la région ; et
4. Augmenter la résilience des territoires ruraux et des systèmes agroalimentaires devant les événements extrêmes.

Dans le PMT, nos services de coopération ont été organisés en cinq programmes d'action : a) Bioéconomie et développement productif ; b) Aménagement du territoire et agriculture familiale ; c) Commerce international et intégration régionale ; d) Changements climatiques, ressources naturelles et gestion des risques productifs ; et e) Santé agricole, sécurité sanitaire et qualité des aliments. Deux thèmes transversaux ont également été fixés pour compléter la coopération offerte à nos États membres : a) Les femmes et les jeunes et b) Innovation et technologie.

L'IICA offre ses services de coopération technique de manière opportune, pertinente et selon les besoins de ses pays membres, sous forme de solutions innovantes destinées à

² IICA (Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, Costa Rica). 2018. Plan à moyen terme 2018-2022. San José, Costa Rica, page 15. Cette mission a été formulée comme suivi de l'article 3 de la Convention sur l'IICA.

³ *Ibid.*

poursuivre le développement agricole et rural des Amériques. C'est pourquoi l'Institut promeut l'échange de connaissances, de savoirs et d'expériences, le renforcement des capacités techniques et institutionnelles, la prestation de conseils en vue de la mise en œuvre de processus stratégiques et l'élaboration de politiques publiques ainsi que la coordination d'instances multi-institutions et l'exercice de son secrétariat technique, le développement, la facilitation et la mise en œuvre d'outils et de méthodologies et la gestion de projets liés au secteur agricole, entre autres actions de coopération.

Le réseau de coopération technique de l'IICA est composé de bureaux situés dans chacune des capitales de ses 34 États membres, et d'un bureau pour l'Europe, en Espagne. L'équipe technique de l'Institut, qui réunit près de 300 spécialistes en sciences sociales, économiques et productives, est dirigée par le Dr Manuel Otero, citoyen argentin, au siège, à San José au Costa Rica.

Devant la crise sanitaire due à la pandémie de COVID-19 qui frappe le monde actuellement, l'IICA, fidèle à l'esprit de sa création en 1942, a agi de manière proactive afin de garantir la sécurité de tous ses collaborateurs et le travail régulier de l'Institut, pour remplir au mieux sa mission et accompagner les efforts déployés par les pays membres en vue de développer leur agriculture et la vie rurale.

Malgré les difficultés affrontées en 2020, l'IICA a multiplié les actions visant à transformer et moderniser l'institution, afin d'améliorer ses capacités d'anticipation, de pertinence, de productivité et de durabilité. Cet effort, soutenu par ses États membres, a marqué la rénovation du modèle d'affaires de l'Institut et une feuille de route, qui lui permettront de continuer à offrir les services de coopération technique d'excellence qu'exigent les Amériques pour parvenir à une agriculture 4.0 et consolider les systèmes alimentaires qui y sont associés.

Principaux résultats en 2020

L'IICA a offert à ses pays membres une coopération technique d'excellence à partir d'une vision claire à moyen terme. L'élaboration d'un nouveau modèle d'affaires est venue renforcer cela et permettra d'élever encore ses niveaux de pertinence, d'anticipation et d'innovation.

Le programme de coopération technique a inclus 272 initiatives : projets, opérations et actions en faveur des 34 États membres. Parmi celles-ci, 49 ont été mises en œuvre à l'aide de ressources propres, tandis que 223 ont reçu une aide financière de plus de 200 partenaires, y compris des gouvernements, des universités, des organismes internationaux et des bailleurs de fonds. L'allocation de ressources extérieures a été, en 2020, de 171,5 millions de dollars américains.

Devant l'obligation de répondre à court terme aux impacts de la pandémie de COVID-19, l'Institut a réajusté sa programmation technique en fonction des nouveaux scénarios et des nécessités pressantes de ses États membres, afin de leur apporter une réponse rapide, efficace et en rapport avec les ressources disponibles. Nous avons collaboré, avec différents partenaires publics et privés, aux actions suivantes : a) formulation de plans de réponse ou de relance (Bolivie, Dominique, Honduras, États-Unis, Mexique, Saint-Christophe-et-Niévès, Trinité-et-Tobago) ; b) élaboration de protocoles afin de mettre en œuvre des orientations sanitaires (par exemple, pour les producteurs de café du Costa Rica, les foires du Paraguay et les usines d'emballage à Sainte-Lucie) ; c) soutien à des campagnes de diffusion de l'information (par exemple, "La campagne prend soin d'elle" au Chili et production de matériel d'information en créole en Haïti) ; d) l'approvisionnement en intrants ou produits pour la conservation de la production⁴ et l'autoconsommation⁵ ; et e) la création de champs de démonstration et la réalisation de recherches⁶, entre autres efforts d'échange d'expériences.

Parmi les initiatives communes, citons le partenariat de l'IICA avec le gouvernement du Honduras, qui a permis de mettre au point le Programme de bons de solidarité productive⁷, le Programme de bons pour le café⁸ et le Programme Récolte sûre, qui ont bénéficié à un grand nombre de petits agriculteurs de ce pays. Le dernier programme cité a notamment permis de doter les cueilleurs de café d'un million de *kits* de produits d'hygiène.

Grâce à la gestion du savoir fondée sur de plus en plus d'outils virtuels, l'action technique de l'Institut a été centrée sur la consolidation des capacités institutionnelles

⁴ Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Guatemala, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago.

⁵ Grenade.

⁶ Barbade et Pérou.

⁷ 66 000 bons de maïs, haricot, sorgo et engrais ont été fournis avec l'aide de la Direction des sciences et de la technologie (DICTA), le Service national de santé et de qualité agroalimentaire (SENASA) et d'autres organismes du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (SAG).

⁸ 91 462 producteurs de 222 communes ont reçu des engrais.

des pays, et a favorisé l'innovation, la technologie et l'agriculture numérique, toujours présentes dans la majorité des actions de coopération. Les actions de réaction immédiate offertes aux États membres incluent :

- L'augmentation de l'offre de cours virtuels, comptant jusqu'à 75 cours sur différents thèmes portant sur les cinq programmes institutionnels ;
- Le développement des applications de vulgarisation agricole pour les Caraïbes, utilisables éventuellement dans d'autres régions ; et
- la réalisation et le soutien d'un grand nombre de forums, de consultations, de réunions ministérielles et autres événements et actions qui nous ont permis de dialoguer avec nos partenaires, parmi lesquels : a) le blog de l'IICA "Semons dès aujourd'hui l'agriculture de demain", avec plus de 20 articles et 50 éditions publiées ; b) le sondage sur "L'agriculture familiale et l'approvisionnement agroalimentaire face à la pandémie de COVID-19 en Amérique Latine et dans les Caraïbes " ; c) les rondes commerciales virtuelles pour chercher des solutions face aux effets de la COVID-19 ; d) la Plateforme d'intégration des femmes chefs d'entreprises de l'agriculture familiale du MERCOSUR élargi ; e) l'élaboration de protocoles sanitaires pour la gestion de la pandémie de COVID-19, principalement dans les secteurs avicole, caféier et cacaotier ; et f) les forums réunissant les femmes et les jeunes du milieu rural, entre autres.

Un dialogue fructueux a eu lieu entre les ministres et secrétaires d'État à l'agriculture du continent, sur l'impact de la COVID-19 sur l'agriculture et le milieu rural dans le cadre duquel ont été organisées des réunions ministérielles continentales coordonnées par l'IICA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ainsi que cinq réunions ministérielles élargies du Conseil agricole centraméricain (CAC).

Les mécanismes de coordination régionale et intrarégionale de l'Institut ont facilité la coopération technique dans les pays et les régions, ainsi que les liens avec les partenaires institutionnels, les secteurs et les organisations publiques et privées, comme les agences gouvernementales, l'Union Européenne (UE), le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE), Bayer, Microsoft, Syngenta, le Système d'intégration de l'Amérique Centrale (SICA), le Secrétariat à l'intégration économique de l'Amérique Centrale (SIECA), le CAC, la FAO, la Fédération centraméricaine du secteur laitier (FECALAC), la Fédération panaméricaine du lait (FEPALE), la Fédération des chambres agricoles et agroindustrielles d'Amérique Centrale (FECAGRO), le Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture (PROMECAFE), l'Organisation d'information sur les marchés des Amériques (OIMA), le Ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), les universités, les centres de recherche et les organisations syndicales des chaînes agricoles, entre autres (voir à l'annexe 3 les nouveaux partenariats créés en 2020).

Un plan de prise en charge de la pandémie de COVID-19 a été élaboré avec le CAC, et la participation du Secrétariat du Conseil agricole centraméricain (SECAC) et la FAO ; un plan de réaction a été mis au point après les impacts des ouragans Eta et Iota ; et, en coordination avec une équipe technique de l'USDA-FAS, la question des limites maximales de résidus a été examinée, en relation avec ses conséquences sur la région et sur les exportations. On a procédé à une systématisation des outils pour l'application de pratiques exemplaires dans le secteur agricole pendant la pandémie de COVID-19, notamment la feuille de route du CAC et la hiérarchisation de la prise en charge immédiate de la pandémie dans le secteur alimentaire de la région du SICA, ce qui a été fait avec la SECAC et la FAO. On a également soutenu l'Institut du café (ICAFFE) du Costa Rica dans la mise au point de guides techniques et de protocoles pour affronter la COVID-19.

En outre, des espaces de dialogue et des forums ont été organisés avec des acteurs pertinents du secteur agricole, parmi lesquels on peut citer : a) le forum continental "Opportunités d'innovation pour la caféiculture en Mésoamérique et dans les Caraïbes" ; b) le forum continental "Dialogue public-privé du secteur du lait de l'Amérique Latine", où une conférence a été donnée sur les politiques sectorielles et les actions d'encouragement pendant la crise due à la pandémie COVID-19 ; c) le IIème Forum international de l'agro-industrie "Production durable et compétitive pour les nouveaux marchés du café et du cacao au Nicaragua" ; et d) le forum organisé avec la FECAGRO sur les effets de la COVID-19 sur les chaînes agroalimentaires des pays membres du SICA.

Selon les directives du PMT 2018-2022, les pays ont reçu une coopération technique par le biais des cinq programmes d'action continentale⁹ et des deux axes transversaux. Voici des détails des principaux résultats obtenus pour chacun de ces programmes et axes :

Bioéconomie et développement productif

Devant la crise sanitaire due à la pandémie de COVID-19, l'IICA a réaffirmé l'importance de promouvoir des cadres et des stratégies dans le domaine de la bioéconomie, ce qui a permis de consolider son leadership en la matière et de contribuer à affirmer la position de l'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC) en tant que région protagoniste en matière d'utilisation du potentiel de la bioéconomie. Ceci est apparu comme évident par la participation de l'Institut en qualité de partenaire du *Global Bioeconomy Summit 2020* et coorganisateur de la Conférence internationale de bioéconomie appliquée (ICABR) parrainée par l'Argentine, qui ont été les principaux événements techniques sur la bioéconomie en 2020.

⁹ Dès l'application des programmes techniques, il a été possible de mettre en oeuvre 118 produits, et de parvenir à une exécution technique et financière de plus de 91 %, ce qui a permis de répondre aux besoins des 34 pays membres et des cinq régions des Amériques.

Les autorités et les techniciens des institutions publiques pour l'agriculture, les entreprises privées, les institutions universitaires, les centres de recherche et la société civile de l'ALC disposent d'informations techniques qui favoriseront la compréhension du potentiel de la bioéconomie pour accroître la compétitivité, la durabilité et l'inclusion de l'agriculture de la région, ainsi que la l'élaboration de projets et de stratégies en vue de l'utiliser. Les échanges d'information ont permis la mise au point de documents techniques, de récits de succès, de plateformes pour la gestion du savoir, d'analyses fondées sur des mesures bioéconomiques et du matériel de presse, entre autres. Deux des documents techniques publiés avaient pour titre : "[Bioéconomie](#)" et "[Politiques et commerce pour la bioéconomie en ALC : un processus en marche](#)".

Les acteurs de plusieurs chaînes de l'agriculture de l'ALC, comme celles du café, du cacao, de la pomme de terre, de la tomate, des produits maraîchers, des ovins et du miel, disposent d'informations de qualité sur les opportunités d'utilisation de la bioéconomie et d'outils susceptibles de leur permettre de renforcer leurs capacités de construire des entreprises compétitives, durables et inclusives en bioéconomie. L'IICA a réalisé plusieurs études techniques dans chacune de ces chaînes et offre une plateforme virtuelle qui donne accès à des [technologies pour la bioéconomie](#) et à des [outils de soutien pour les bio entreprises](#).

Grâce à l'organisation de cours, d'ateliers, de visites sur le terrain et de séminaires (présentiels et virtuels) l'Institut a permis à plus de 3500 agents et techniciens d'organisations publiques pour l'agriculture, d'entreprises privées, d'universités, de centres de recherche et d'autres organismes, d'accroître leurs capacités en matière de bioéconomie générale, de biotechnologie, de bioénergies, de biocarburants, de bio entreprises et autres.

Dans le cadre du projet du pignon de Manabí pour les Galápagos, exécuté en Équateur avec des ressources du Gouvernement autonome décentralisé de Manabí, mis en œuvre depuis déjà plusieurs années, une nouvelle récolte de pignons a permis de produire 5000 galons de biocarburants, qui ont été remis à l'île Floreana pour y créer une énergie électrique propre.

En Jamaïque, l'IICA a lancé le cours motivant "[Un monde bioéconomique](#)", qui initie les "joueurs-apprentis" à la bioéconomie et leur dévoile ses avantages et son potentiel d'utilisation de ressources renouvelables.

Le Costa Rica, l'Équateur, le Honduras et l'Uruguay ont avancé dans la mise au point de stratégies et de politiques destinées à favoriser l'application de la bioéconomie dans l'agriculture et le développement rural, à partir d'une prise de position politique, de l'élaboration de feuilles de route et de l'énoncé de propositions d'orientations des politiques. En outre, l'Institut a coopéré avec l'Argentine, le Guatemala et le Honduras pour faire avancer la construction et la mise en œuvre de cadres juridiques en matière de biotechnologie, biosécurité, bioénergies et biocarburants, qui permettent d'encourager, dans la région, de nouvelles entreprises fondées sur la bioéconomie et d'en assurer la viabilité.

Biotechnologie et biosécurité

Le programme de biotechnologie et biosécurité de l'IICA prévoyait l'organisation d'exercices de formation, de communication et l'accompagnement par l'institution sur des questions de réglementation, ce qui a permis de mieux comprendre les technologies et les règlements relatifs à leur utilisation.

L'Institut a continué d'offrir son soutien technique en biotechnologie et biosécurité au Guatemala et au Honduras dans le cadre de l'Accord d'union douanière entre ces pays et El Salvador. En outre, parmi les actions de l'IICA, encadrées par le Protocole de Carthagène pour la sécurité de la biotechnologie, nous avons participé à la 15ème Conférence des parties au Protocole de Kyoto (COP-MOP 15), originellement prévue en Chine en octobre 2020, puis reportée à 2021.

L'Institut a également œuvré en collaboration avec l'Initiative mondiale sur les LLP (GLI) et le Secrétariat du Protocole de Carthagène sur la sécurité de la biotechnologie. Il a aussi offert un soutien à des exercices de communication et de débat technique sous la houlette de l'*Institute on Science for Global Policy* (ISGP) et l'agence EFE (Espagne). Puis l'Atelier virtuel sur la biotechnologie animale a été organisé avec le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), le Service international pour l'acquisition d'applications agrobiotechnologiques (ISAAA) et l'Institut polytechnique et l'Université de Virginie (Virginia Tech). Il s'agit d'un événement mondial réunissant des représentants de plus de 55 pays où ont été présentés les progrès en matière de technologie et de réglementation en vue d'encourager le développement de la biotechnologie animale.

Dans son rôle de leader dans le domaine de la génétique, une technologie qui a pris beaucoup d'importance après l'obtention du Prix Nobel de chimie en 2020, l'IICA a organisé, avec l'Alliance de Biodiversity International et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), le cours intitulé "Cours pratique sur la modification des génomes", auquel ont participé en présence, 20 fonctionnaires d'institutions des secteurs agricole, environnemental et universitaire de Colombie, d'Équateur, du Guatemala, du Honduras et du Pérou.

L'Institut a également offert son soutien à l'organisation de plusieurs événements virtuels sur la question, dont voici quelques exemples :

- a. Cours sur l'innovation en amélioration des végétaux, organisé avec l'Association mexicaine des producteurs de graines (AMSAC) ;
- b. Séminaire sur la modification des génomes, avec Acosemillas (Colombie) ; et
- c. Formations dirigées par l'Institut technologique du Costa Rica et l'Université du Costa Rica.

Ce genre de formations sur des aspects techniques et juridiques de la modification des génomes a aidé les pays à consolider leurs systèmes de recherche et de réglementation, ce qui leur permettra d'utiliser au mieux le potentiel de cette biotechnologie .

Aménagement du territoire et agriculture familiale

L'IICA a priorisé les actions et activités de coopération technique visant à développer l'agriculture familiale, l'approvisionnement en aliments, la création d'associations et l'accès aux marchés.

L'incertitude et les nouveaux défis lancés aux secteurs agricole et rural par la pandémie de COVID-19 ont marqué l'année. Il a fallu disposer d'information sur les effets de cette pandémie sur ces secteurs, ce qui nous a menés à réaliser une série de sondages sur le continent et dans les régions.

L'objectif du premier sondage, qui portait sur tous les acteurs publics et privés liés à l'agriculture familiale sur le continent, a permis de comprendre les premiers impacts de la pandémie. Environ 120 personnes aux profils hétérogènes de 29 pays y ont répondu. Les résultats de ce sondage ont été résumés dans une [publication numérique](#).

Le deuxième sondage a été mené dans la région des Caraïbes, pour comprendre la situation de l'approvisionnement en aliments produits par l'agriculture familiale aux secteurs de l'hôtellerie et du tourisme.

Un troisième sondage a été lancé, qui s'adressait aux leaders des principales organisations de l'agriculture familiale du continent, sur les mesures de politique et d'action nécessaires pour faire face à la pandémie. Après ces deux derniers sondages, une série de dialogues régionaux et continentaux aura lieu afin de réfléchir à la situation de l'agriculture familiale et aux mesures possibles de relance à court terme.

Autre résultat considérable en 2020 : la consolidation de partenariats avec des partenaires stratégiques, en vue de focaliser les actions communes sur la reprise de l'économie de l'agriculture familiale grâce à des éléments innovants et pertinents, dans cette crise que nous affrontons. On note la proposition de renouveler l'Accord-cadre de collaboration avec le Réseau spécialisé en agriculture familiale du Mercosur (REAF) jusqu'en 2025, que l'on espère signer prochainement pendant la Présidence Pro Tempore du Marché commun du Sud (MERCOSUR), assumée par l'Argentine.

Par ailleurs, les liens ont été renforcés avec les Coopératives des Amériques au moyen d'activités de coopération technique tout au long de l'année, comme des événements virtuels communs et l'élaboration du projet sur la "Numérisation des services pour la production et le commerce agricole dans des coopératives liées à l'agriculture familiale". En outre, dans le cadre de l'Accord général de coopération avec la Confédération des Organisations de petits producteurs du Mercosur élargi (COPROFAM), cet organisme a été soutenu par des activités de formation pour ses membres. Enfin, conscients de l'importance de consolider les programmes régionaux pour faire face à la pandémie de COVID-19, nous avons identifié des thèmes pour d'éventuels programmes de travail avec la Réunion spécialisée des coopératives du MERCOSUR (RECM), le Conseil agricole du Sud (CAS), le CAC et la Communauté

caribéenne (CARICOM), ainsi qu'une proposition de collaboration avec la REAF dans le cadre de l'Accord d'association du MERCOSUR avec l'UE.

L'IICA a dirigé le développement de la proposition technique du Plan de prise en charge de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la communauté trinationale frontalière Río Lempa (MTFRL), une initiative commune avec le SICA et l'UE, financée grâce à une utilisation extraordinaire de ressources provenant du Programme centraméricain de gestion intégrale de la rouille du café (PROCAGICA) et du Projet Systèmes agroforestiers multicouches innovants pour le couloir aride d'Amérique Centrale (AGROINNOVA), qui vise à aider 1500 familles touchées par la pandémie.

Avec des partenaires stratégiques, notamment les Coopératives des Amériques et la REAF, ont été organisés des événements continentaux et régionaux qui ont contribué à mettre en lumière les activités de l'Institut en appui à l'agriculture familiale. Deux événements continentaux ont été organisés avec les Coopératives des Amériques pour renforcer la force des coopératives et des nouvelles technologies numériques pour l'agriculture familiale, avec la participation de 370 personnes. Avec la REAF, nous avons activement participé à l'organisation et à la mise en œuvre des XXXIIème (Asunción, Paraguay) et XXXIIIème (Montevideo, Uruguay) réunions, auxquelles ont participé des représentants des pays de la Région Sud et de la région Andine. Puis, en coordination avec le Réseau latinoaméricain de services de vulgarisation rurale (RELASER) et la participation de la FAO, de la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) et du Fonds international de développement agricole (FIDA), un programme de forums, prévus pour 2021, sur l'assistance technique à distance a été élaboré sur les nouvelles technologies numériques, la commercialisation, la fracture numérique et la ruralité.

Partenariat FIDA-IICA pour innover dans l'agriculture familiale

Le projet Gestion du savoir pour l'adaptation de l'agriculture familiale aux changements climatiques (INNOVA-AF)¹⁰, mis en œuvre par l'IICA avec un financement du FIDA pour une valeur proche des 2 millions de dollars, a directement bénéficié à 1614 petit(e)s agriculteurs/trices de huit pays, qui participent activement au développement, à la diffusion de technologies, de pratiques optimales, de méthodologies et de stratégies pour adapter leurs systèmes de production au changement climatique.

Plus de 20 pratiques et technologies applicables dans les zones arides et semi-arides ont été validées et diffusées dans le cadre du projet : utilisation des eaux domestiques dans les potagers, des réservoirs pour les saisons sèches, des systèmes agroforestiers pour la culture du café, des pépinières d'arbres fruitiers et ligneux à planter près des sources d'eau, des systèmes d'arrosage à basse pression qui optimisent l'utilisation de l'eau, des pratiques agroécologiques pour diminuer l'emploi d'intrants synthétiques et technologiques pour la collecte, la réutilisation et la conservation des eaux de pluie, entre autres.

On a fait la promotion des méthodologies et stratégies pour réduire la vulnérabilité des systèmes de production et des territoires, comme des modèles de développement rural pour les zones arides, des instruments financiers pour l'acquisition de petit systèmes d'arrosage, des méthodologies et des pratiques exemplaires pour réduire la vulnérabilité dans les fermes, des plateformes physiques et en ligne pour la vente des produits des organisations et des plans d'aménagement du territoire.

Plus de 11 partenariats publics-privés ont été créés dans les huit pays du projet, grâce auxquels plus de 30 partenaires soutiennent la mise en œuvre des initiatives sur les territoires et développent leur amélioration technologique, économique, politique et institutionnelle. Enfin, nous avons un modèle méthodologique et pédagogique afin de transformer les publications techniques en produits audiovisuels, qui facilitent la formation virtuelle ou semi-présentielle des producteurs et des techniciens.

L'Institut a formulé, dans le cadre d'une initiative commune avec les Coopératives des Amériques, un projet de numérisation des services de coopératives de l'agriculture familiale qui sera exécuté par phases en fonction de la gestion des ressources extérieures (5 millions USD) et du développement des capacités pour le mettre en œuvre. Citons d'autres actions lancées en 2020 : a) la formulation du projet Plateforme des femmes entrepreneurs (750 000 USD), pour promouvoir l'autonomie économique et l'accès au marché des femmes agricultrices ; b) la gestion des ressources pour le projet des Territoires sains, qui vise à renforcer la participation de l'agriculture familiale dans les politiques et stratégies de santé et de sécurité sanitaire des aliments (2,2 millions USD) ; et c) l'élaboration du profil initial du Projet de reconversion des chaînes de valeur de l'agriculture familiale et l'accès aux marchés, qui prévoit

¹⁰ Fin 2020 une mission de supervision du FIDA a émis des critères favorables sur la mise en œuvre du projet, ainsi que des recommandations susceptibles de faciliter sa mise en œuvre dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

l'élaboration d'une série d'études régionales en vue d'identifier les actions et les investissements susceptibles de consolider l'agriculture familiale.

L'IICA a amorcé la mise en œuvre du projet "Label de l'agriculture familiale paysanne à la frontière nord de l'Équateur", financé par le Fonds italo-équatorien pour le développement durable (FIEDS). Ce projet bénéficiera à 60 organisations de l'agriculture familiale dans les provinces d'Esmeraldas, Sucumbíos et Carchí, et renforcera les schémas de commercialisation et de reconnaissance sociale des produits provenant des systèmes alimentaires familiaux.

L'Institut s'est également attaché à contribuer à l'associativité et à l'accès aux marchés par des cours virtuels et l'utilisation de technologies numériques. Deux cours virtuels ont été donnés, en partenariat avec la COPROFAM, l'un sur la création d'associations et de coopératives, et l'autre sur le leadership responsable, cours auxquels ont participé près de 100 représentants des organisations partenaires. Avec la REAF, une plateforme virtuelle a été mise au point pour promouvoir l'entrepreneuriat chez les femmes rurales de la Région Sud (<http://plamural.iica.int/>). En outre, un cours virtuel a été préparé sur les modèles d'accès aux marchés pour les petits et moyens producteurs, et sur les matériels d'information sur la biosécurité pour la vente d'aliments sur les marchés de l'agriculture familiale.

Commerce international et intégration régionale

Une des priorités de 2020 a été d'offrir des espaces de dialogue pour favoriser le commerce et l'intégration régionale, ainsi que pour garantir le flux commercial des aliments sur tout le continent américain.

Avec la FAO nous avons favorisé la tenue de réunions des ministres et secrétaires d'État à l'Agriculture, afin de débattre de la nécessité, pour le secteur agricole, de continuer à jouer son rôle crucial de contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de nos populations, mise en danger par la pandémie COVID-19. On y a réaffirmé les engagements pris dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de faciliter le commerce et de protéger la santé et la sécurité des personnes, par l'action collective afin de renforcer l'application de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et l'Accord sur la facilitation du commerce (AFC).

Nous avons travaillé avec le Secrétariat technique du CAS à la définition de recommandations pour surmonter la situation d'urgence sanitaire due à la COVID-19 et garantir l'approvisionnement en aliments. En outre, avec l'UE nous avons élaboré une application numérique pour l'approvisionnement en aliments dans l'Amérique Centrale, qui permet aux autorités agricoles de partager et recevoir l'information en temps réel sur les excédents ou pénuries dans les pays producteurs de céréales, fruits, produits maraîchers, viandes, produits laitiers et autres, pour ainsi développer le

commerce intrarégional et améliorer les approvisionnements et la disponibilité en produits alimentaires.

En tant que leader du groupe “*Business Development*” de la CARICOM, nous avons soutenu le plan de relance post COVID-19 dans la région des Caraïbes. Ce plan, approuvé par les ministres de l’Agriculture et par les chefs de gouvernement, a été utilisé comme guide pour les interventions et les activités des pays et des agences de coopération.

L’IICA a dirigé la diffusion d’informations techniques, procédé à l’analyse sur l’impact de la pandémie de COVID-19 sur les flux commerciaux, et favorisé la transparence des mesures appliquées par ses pays membres en matière de commerce, en pleine pandémie. Par exemple, grâce à la publication de plus de 50 éditions du “*Monitor para la Seguridad Alimentaria de las Américas*” et au blog “*Sembrando hoy la agricultura del futuro*”, il y a eu partage de l’information, et surveillance et analyse des données sur le commerce des produits agroalimentaires, les taux de change et les prix internationaux. En outre il a été possible de partager des points de vue, des perspectives et des réflexions de techniciens de l’Institut et d’experts internationaux sur les politiques agricoles des pays membres, face à la COVID-19 et son impact sur le commerce.

L’IICA a participé en observateur au Comité de l’agriculture de l’OMC, et ainsi pu participer à des débats sur la mise en œuvre de mesures qui entravent ou facilitent le commerce agricole dans les pays des Amériques et chez leurs partenaires mondiaux. Nous avons aussi diffusé des informations sur les mesures commerciales et les instruments utilisés par les pays pour faire face à la pandémie de COVID-19. Citons, pour exemple, la préparation d’un rapport spécial pour le CAS sur les mesures prises par les pays de la région Sud pour affronter la pandémie.

Pour aider les producteurs, les organisations de producteurs et les PME du secteur agroalimentaire à tirer parti des opportunités commerciales qui créent les marchés d’exportation, et accélérer la reprise économique, des processus et des événements de consolidation des capacités d’exportation ont été organisés, auxquels plus de 2000 personnes ont participé. Il y a lieu de préciser que le cycle de *webinars* a été organisé avec l’Association latinoaméricaine d’intégration (ALADI) afin de permettre aux entreprises de l’ALC de tirer parti des opportunités créées par le commerce international.

Avec des partenaires stratégiques comme le SIECA, la FAO et l’ALADI, nous avons développé deux rondes virtuelles d’affaires auxquelles ont participé 948 entreprises de 23 pays. Le résultat en a été des intentions commerciales d’une valeur de 15,6 millions de dollars américains. En outre, l’Institut a développé un programme de soutien des exportations de produits biologiques d’Équateur vers l’Europe, ce qui a permis d’établir des liens commerciaux entre producteurs équatoriens et importateurs et distributeurs allemands et espagnols.

Changements climatiques, ressources naturelles et gestion des risques productifs

L'IICA, grâce à la mobilisation de financement, à la formation et à la gestion du savoir, a offert sa coopération technique au développement des capacités et au renforcement des institutions nationales et locales qui œuvrent dans la gestion des ressources naturelles et du changement climatique pour atteindre ainsi les objectifs de développement durable.

L'Institut a mis au point, avec neuf pays de la région de la CARICOM une proposition régionale pour une valeur de 1,2 million USD qui jette les bases d'une agriculture sensible aux changements climatiques dans les Caraïbes, approuvée par le Fonds vert pour le climat (FVC). Ceci va entraîner une recrudescence d'efforts en matière de développement de capacités, études et travaux préliminaires pour canaliser les ressources financières qui nous mèneront vers un secteur agricole plus résilient aux changements climatiques, plus productif et à faibles émissions.

Le ministère de l'Environnement et de l'Eau d'Équateur et les autorités nationales de sept autres pays de la région ont pu compter sur la collaboration de l'IICA pour formuler, gérer financièrement et faire approuver par le Fonds vert pour le climat l'instrument *Readiness Proposal Support*, portant sur de multiples pays. Cet instrument contribuera à créer des intrants techniques pour la réhabilitation verte de l'après COVID-19, grâce à des études spécialisées sur les innovations technologiques, financières et institutionnelles dans le secteur agricole, et à leur articulation avec les contributions nationalement déterminées (CND) des pays.

L'Institut a mis au point un outil statistique pour mesurer la résilience devant les ouragans en l'absence de données de panel, après un test pilote dans une communauté agricole en Dominique, et collaboré au développement des capacités des techniciens locaux à l'application de l'outil.

Par ailleurs, au Honduras, l'IICA a soutenu un plan national de prise en charge de l'urgence provoquée par les ouragans Eta et Iota et de relance de la production agricole.

Pour appuyer la région des Caraïbes, l'Institut a mis en œuvre un programme de gestion des déchets organiques incluant 20 cours de formation présentiels et virtuels auxquels 400 personnes ont participé. Ce programme, qui a concerné 79 organisations partenaires, a produit 30 projets pilotes à petite échelle, mis en œuvre dans six pays. Aux Bahamas, plus de 90 personnes ont été formées en gestion des déchets après le passage de l'ouragan Dorian et quatre projets de petite envergure ont été établis.

L'IICA a diffusé des informations et des connaissances sur les changements climatiques et la gestion des ressources naturelles au moyen d'une douzaine de publications, vidéos et blogs, ainsi que 20 exposés au cours de différentes manifestations sur le continent américain sur des questions comme l'adaptation fondée sur les écosystèmes, les

politiques des ressources hydriques, l'élevage durable, la gestion intégrale des risques climatiques, le compostage, la gestion des sols, la situation de la COVID-19, la mesure de la résilience et les contributions nationalement déterminées. Nous avons aussi offert des possibilités de tutorat et de formation à quatre étudiants en master.

Avec le Centre de gestion et de séquestration du carbone de l'Université de l'Ohio, et sous la direction de Rattan Lal, lauréat du Prix mondial de l'alimentation, on a lancé l'initiative des Sols vivants dans les Amériques.

L'Institut a réalisé trois sessions virtuelles de développement des capacités pour participer de façon plus active et éclairée au Programme de travail commun de Koronivia (KJWA) de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), auxquelles ont participé plus de 300 personnes. Nous avons envoyé au KJWA un exposé commun avec *Conservation International*, pour souligner les perspectives de la région sur les dimensions socioéconomiques et de sécurité alimentaire du changement climatique pour le secteur agricole.

Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments

L'IICA a joué un rôle clé dans la mise au point de la résolution ministérielle du Conseil des ministres de l'Agriculture d'Amérique Centrale pour soutenir le Plan d'action visant à promouvoir l'harmonisation régionale du système réglementaire des pesticides dans les pays, afin de protéger la santé et la vie des consommateurs et de faciliter le commerce international. Dans la Caraïbe, des acteurs publics et privés ont amélioré leur respect des normes internationales de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments (SAIA) à l'aide du projet financé par l'UE dans le cadre du onzième Fonds européen de développement (FED).

En outre, dans les pays des régions Centre et Andine, les capacités d'harmonisation des concepts et du savoir autour de plusieurs thèmes liés aux pesticides ont été renforcées. Un minimum de sept événements de formation sur les pesticides a bénéficié à 99 délégués de 11 pays de ces régions dans le cadre de l'accord entre l'Institut et l'USDA.

La question des "Limites maximales de résidus de pesticides dans les produits agricoles : leur impact sur la région et sur les exportations" a été inscrite à l'ordre du jour des ministres du CAC, ainsi que la participation de la République Dominicaine, du Guatemala, du Honduras, d'El Salvador, du Nicaragua, du Costa Rica, du Panama et du FAS de l'USDA, à la 2^{ème} Rencontre technique virtuelle du suivi du processus régional d'harmonisation des procédures d'enregistrement et de mise en œuvre des limites maximales de résidus.

Concernant le Projet d'admissibilité avicole, l'IICA et l'USDA ont déployé des efforts communs pour élaborer des règlements techniques, former des agents du ministère de

l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) d'El Salvador à la surveillance épidémiologique, et équiper le Réseau de laboratoires de diagnostic vétérinaire de ce ministère.

Grâce aux efforts soutenus de près de trois décennies avec le Service national de santé, de sécurité sanitaire et de qualité agroalimentaire (SENASICA) pour contribuer à la protection phytosanitaire¹¹ du Mexique, nous avons pu éviter l'apparition de plus de 1000 ravageurs et 56 maladies exotiques d'importance économique considérable, à l'avantage du commerce agroalimentaire mexicain, ce qui bénéficie à plus de 150 pays.

Dans la région Andine, les ravageurs de la pomme de terre ont été mieux contrôlés, avec la participation du Centre international de la Pomme de terre (CIP) et les services officiels des pays andins. En outre, l'articulation et la coordination avec le Secrétariat général de la Communauté andine (CAN) ont été maintenues autour des questions sanitaires.

L'Institut s'est félicité des séminaires virtuels intitulés *Le rôle des produits laitiers dans un système alimentaire responsable et durable et L'importance de la production de viande et les protéines animales : une perspective de l'Occident*, organisés avec la Plateforme mondiale des produits laitiers (GDP) et le Conseil d'exportation des produits laitiers des États-Unis (USDEC), avec la participation de l'ancien ministre de l'Agriculture des États-Unis et d'autres leaders d'organisations expertes comme l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA), l'OMC, Elanco, Tyson, Cargill, Genus, l'Association brésilienne des agroindustries (ABAG), le Groupe de travail pour un élevage durable (GTPS) et Agroícone, entre autres. Plus de 1100 personnes de tout le continent ont participé aux sessions et consolidé les liens entre partenaires. La clôture a permis de présenter des mémoires et des documents conceptuels aux associations partenaires du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes alimentaires 2012. Après ce succès, l'IICA a été invité par le Forum économique mondial (FEM) à présenter la session sur "Les animaux et l'avenir des systèmes alimentaires " lors de sa réunion virtuelle *Bold Actions for Food as a Force for Good*, organisé pour la préparation de ce sommet.

Pour aider les secteurs public et privé des pays à formuler des directives officielles et des protocoles sectoriels face à la COVID-19, des guides techniques et des boîtes à outils ont été préparés sur les mesures préventives dans le secteur agricole, pour assurer l'approvisionnement de la population en aliments, de manière continue, et créer des conditions favorables pour relancer le secteur agricole. Pour exemple, il s'agit des produits suivants :

- i. Le guide *Guía de medidas preventivas en el sector agropecuario ante la COVID-19*, disponible en anglais et en espagnol, qui est devenu la référence technique pour la préparation de directives et de protocoles officiels ;

¹¹ Programme régional Mouche de la Méditerranée (MOSCAMED), Campagne nationale contre la mouche des fruits (MOSCAFRUT), Programme de diagnostics, Programme d'inspections, Programme de fonctions fondamentales et Programme de renforcement de l'État dans le réseau de 34 laboratoires.

- ii. Des matériels infographiques sur la COVID-19 pour faciliter la compréhension des mesures préventives à tous les niveaux, de la production primaire à la transformation et à la commercialisation des aliments ;
- iii. Un protocole et une boîte à outils pour la mise en œuvre d'orientations et de directives sanitaires face à la COVID-19 dans le secteur du café, pour aider l'Institut du café de Costa Rica (ICAFE), approuvés par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) du pays ;
- iv. Le *Manual de buenas prácticas en el sector avícola*, pour garantir la participation à la sécurité alimentaire et prévenir les impacts néfastes de la COVID-19, élaboré avec l'Association latinoaméricaine d'aviculture (ALA) ;
- v. Le *Manual de buenas prácticas en el sector de cacao* pour prévenir les conséquences négatives de la COVID-19, et appuyer la SECAC, et
- vi. Un cours virtuel sur les mesures préventives dans le secteur agricole face à la COVID-19, disponible dès le début de la pandémie afin de renforcer les capacités des secteurs public et privé, sous format mini MOOC. Près de 2000 participants ont suivi ce cours, disponible en espagnol et en anglais ;
- vii. Un cours virtuel de bonnes pratiques agricoles (BPA) pour une agriculture résiliente, avec la participation de l'Entreprise brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA).

Des plans de surveillance intégrée de résistance antimicrobienne (RAM) ont été mis au point pour la chaîne agroalimentaire d'Équateur, du Belize et de la République Dominicaine, afin de fournir un accompagnement technique et logistique aux services officiels dans le développement du Plan de surveillance en résistance antimicrobienne, avec la participation de toutes les institutions (ministères de l'Agriculture et de la Santé, secteurs privé et universitaire) qui jouent un rôle important dans la lutte contre la RAM.

L'Institut a dirigé des réunions de discussion des normes de l'Organisation internationale de la santé animale (OIE), desquelles ont émané huit propositions concertées dans les pays des Amériques, qui ont été élevées à l'échelon mondial, en vue de modifier les codes de l'OIE.

Une série de séminaires et de cours virtuels a été organisée sur la mise en œuvre de normes internationales et sur des thèmes émergents de SAIA pour renforcer les capacités et partager des expériences et des pratiques exemplaires, comme :

- La formation virtuelle "Renforcement des capacités devant l'apparition de maladies animales", qui comprend un plan d'action en vue de réagir et de gérer les urgences animales et qui s'adressait à 40 participants de l'Institut agricole colombien (ICA), de la Fédération nationale des aviculteurs de Colombie (FENAVI), de la Fédération colombienne des éleveurs (FEDEGAN) et de l'Association colombienne d'éleveurs de porcs (PorkColombia).

- Une série de séminaires sur la gestion de la sauterelle et la coopération régionale, continentale et internationale avec l’Afrique et l’Inde sur ce fléau, et ainsi plus de 500 spécialistes des organisations nationales de protection phytosanitaire et chercheurs disposent de nouvelles informations et de nouveaux contacts.
- Un cours virtuel sur les maladies transfrontalières et sur la peste porcine africaine, préparé et mis en œuvre avec l’aide du Service d’inspection de santé animale et de sécurité sanitaire des végétaux (APHIS) de l’USDA et de l’Université de l’Iowa (ISU), grâce auquel il a été possible de renforcer les capacités de 400 participants de la région du Comité vétérinaire permanent (CVP) du Cône Sud et 80 de la région des Caraïbes.
- L’atelier sur la transparence avec l’OMC, qui a offert une formation à 17 pays des Amériques en matière de transparence et notification, conformément aux dispositions de cette organisation.
- Trois ateliers de formation sur l’évaluation des risques alimentaires, auxquels ont participé 324 délégués de 26 pays, et la consolidation d’une nouvelle Alliance stratégique de l’ICA avec l’Agence de protection de l’environnement (EPA) en vue de développer des capacités dans les pays membres dans le cadre du projet sur les limites maximales de résidus (LMR) de l’Institut et de l’USDA.
- Le forum technique “Principaux défis et opportunités des services de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments face à la pandémie de la COVID-19”, qui a permis de promouvoir la gestion du savoir en matière de mécanismes institutionnels et d’outils technologiques appliqués par les services de SAIA des pays pour affronter la pandémie, et d’identifier des domaines de formations nécessaires à ces services pendant et après la pandémie.
- Pendant le forum technique “Adoption d’un système d’émission de certificats phytosanitaires électroniques pour appuyer le commerce de l’Amérique Latine et des Caraïbes”, 374 techniciens des services de SAIA de 27 pays ont encouragé l’adoption du système ePhyto et plus de 260 professionnels de la santé végétale ont partagé des expériences sur ce système, sur les enseignements tirés et les écarts qui persistent et qu’il faudra régler pour augmenter l’adoption de cet outil.

PARTENARIAT DE TRAVAIL AVEC LE CVP

Le renouvellement de l’accord avec le CVP a permis de mettre en lumière la coopération technique entre les institutions. En 2020, il a été possible de renforcer les capacités dans la refonte des programmes de fièvre aphteuse et dans la gestion des maladies transfrontalières et de la peste porcine africaine, ainsi que de jeter les bases des programmes nationaux et régionaux en matière de salmonellose aviaire.

Voici quelques exemples du travail de l'IICA avec les secteurs public et privé en matière de ravageurs et de maladies :

- En Antigua-et-Barbuda, une étude a été réalisée sur l'impact social et économique de l'**escargot géant africain** avec le ministère de l'Agriculture (MA).
- En Argentine on a renforcé les capacités des techniciens de contrôle et d'éradication de la **mouche des fruits** et de la **sauterelle sudaméricaine**.
- En Haïti, nous avons coopéré avec le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) pour la lutte contre l'invasion des **chenilles** dans les champs de maïs, grâce à la distribution de bombes d'aspersion et de pesticides pour les agriculteurs du plateau central.
- Nous avons élaboré, avec la Regional Chaco Sur, de l'Association rurale du Paraguay, un projet sur la **brucellose bovine et caprine** et installé un laboratoire de diagnostic.
- À Saint-Christophe-et-Niévès, l'Institut a aidé le ministère de l'Agriculture et de la Pêche en matière de détection, diagnostic et sondage du **sigatoka noir** de la banane et du plantain.
- Au Venezuela, les connaissances techniques des secteurs public, privé et universitaire, ont été renforcées grâce à un échange d'expériences sur le diagnostic de la race 4 de la **Fusariose**.

Les femmes et les jeunes

L'IICA reconnaît depuis toujours la valeur des femmes et des jeunes ruraux, et il a favorisé les activités permettant de faire connaître leurs efforts et leurs inquiétudes, leurs besoins et leurs points forts. C'est ainsi qu'ont été organisés 12 forums qui leur ont permis de se faire entendre, d'entamer des dialogues et de connaître les critères des spécialistes des femmes et des jeunes. Ces activités, largement présentes sur les réseaux sociaux, ont démontré, en plus de leurs retombées, combien il est important d'inscrire ces questions aux ordres du jour des institutions. L'information émanant de ces activités a été publiée sous forme d'infographies et pendant la célébration de la Journée internationale des Jeunes.

Pour la Journée internationale de la femme, nous avons présenté l'étude intitulée *La brecha digital de género de primer nivel en los países de ALC*, réalisée par l'Université d'Oxford avec le soutien de l'Institut, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et du FIDA. Par une analyse de la fracture numérique chez les femmes en matière de propriété de téléphones portables, dans 23 pays latinoaméricains, nous avons réuni des preuves empiriques qui démontrent

l'existence d'une telle fracture numérique de premier niveau, c'est-à-dire un écart qui dépend plus de l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) que des capacités à tirer parti de ce potentiel.

Par ailleurs, lors de la Journée mondiale des Jeunes, nous avons présenté des informations quantitatives et qualitatives sur la jeunesse rurale des Amériques et célébré le Défi de la jeunesse rurale qui, d'un point de vue conceptuel et technologique, a eu pour objectif de former la Communauté continentale de la jeunesse rurale des Amériques, et qui, en 2021 sera installé comme un espace virtuel et présentiel de coordination et de renforcement des capacités des jeunes ruraux.

Les forums, les défis et les célébrations n'ont pas simplement démontré l'incidence des femmes et des jeunes sur le développement rural, mais ont aussi été le moyen de renforcer les partenariats stratégiques avec Bayer, le Centre de Formation en technologies de l'information et de la communication (CENFOTEC), l'Organisation latinoaméricaine des jeunes chefs d'entreprise (OLAJ), l'Université Zamorano, l'Alliance pour l'entrepreneuriat et l'innovation (AEI) et les clubs 4H.

L'IICA a systématisé trois pratiques exemplaires relatives aux femmes et aux jeunes, et notamment les expériences de formation de la jeunesse rurale ainsi qu'une publication périodique en matière de genre au Brésil, ainsi que la publication relative au document : [*Cerrando brecha de género: experiencia del EMPRENDESUR au Honduras.*](#)

À l'échelon national :

- Des cours ont été organisés en Argentine pour créer des entreprises rurales dans la province d'Entre Ríos, et pour les jeunes femmes dans la province de Tucumán.
- Aux Bahamas, au Guyana¹², au Suriname¹³ et à Sainte-Lucie¹⁴, nous avons œuvré, avec les réseaux de femmes productrices, à la consolidation organisationnelle, à la commercialisation et à l'étiquetage de leurs produits.
- Au Brésil, en partenariat avec le FIDA, nous avons favorisé le développement des jeunes et des femmes de la région semi-aride. Et pendant la tenue du Forum régional Sud, des points de vue ont été exprimés sur l'équité des femmes rurales pendant la COVID-19.
- Au Costa Rica nous avons coopéré à l'élaboration de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes pour le développement inclusif dans le secteur agricole, halieutique et rural costaricien 2020-2030. Une plateforme

¹² Le Projet We Lead Caribbean Women's Entrepreneurial et l'Université de Toronto ont également été nos partenaires

¹³ Plantations de manioc.

¹⁴ Micoud, Babonneau et Laborie.

de commercialisation des produits appelée “*Jale a la feria*” a été développée avec un groupe de jeunes et le Conseil national des foires agricoles (JNFA).

- En Dominique, le projet mis en œuvre avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l’Initiative de partenariat pour la gestion durable de la Terre (PISLM) a bénéficié à des femmes et des groupes vulnérables dans les domaines de la gestion des sols, des systèmes sanitaires, des chaînes de valeur et de la microfinance.
- En Jamaïque, de pair avec des entreprises canadiennes, nous avons soutenu l’industrie *gourmet* de champignons afin d’optimiser la chaîne et ses investissements, en créant des opportunités pour environ 300 femmes et jeunes de l’île.
- En Uruguay, avec le ministère de l’Élevage, de l’Agriculture et de la Pêche (MGAP), nous avons mis au point les outils d’enregistrement pour habiliter la marque Murú, qui réunit le travail des femmes rurales dans dix domaines de l’agriculture familiale. Nous avons également organisé un nouveau concours “Apprenons l’équité”, avec la participation de 27 écoles rurales.

Innovation et technologie

L’Institut, en tant que plateforme d’innovation en agriculture, a développé le concept d’innovation et de technologie comme moyen de reconstruire le secteur, de manière équitable et durable, après la pandémie de COVID-19, avec plus de 20 forums, séminaires et dialogues avec des partenaires. En 2020, pour son dixième anniversaire, l’Université pontificale catholique de Valparaiso (PUCV) au Chili, nous a fait l’honneur de nous remettre le Prix Contribution à l’innovation sociale, après que nous avons renforcé les capacités de 200 agriculteurs et dirigeants de petites entreprises des provinces de Quillota et Marga Marga dans cette région.

À l’échelon national, nous avons développé des projets de vulgarisation rurale avec le FIDA et la RELASER pour consolider des organismes nationaux du Costa Rica, de Colombie et de la Grenade. Nous avons mis en œuvre, avec l’Université du Chili, le diplôme de vulgarisation rurale et, avec le ministère de l’Agriculture et du Développement rural colombien (MADR) et plusieurs secrétariats départementaux, nous avons élaboré une proposition de plans de vulgarisation agricole. Au Honduras a été créé le campus de formation en ligne SAG-Virtual, un élément clé du succès¹⁵ des activités de vulgarisation agricole pendant la pandémie.

¹⁵ Plus de 13 500 participants du Honduras et d’autres pays de la région se sont inscrits aux nouveaux programmes de formation professionnelle.

Voici certains exemples de projets de recherche mis en œuvre :

- En Antigua-et-Barbuda, des sources de protéines durables ont été développées pour la résilience nutritionnelle, ainsi que quatre parcelles de démonstration de fourrages, avec le soutien de l’Australian Direct Aid Program, de l’Institut caribéen de recherche et de développement agricole (CARDI) et du ministère de l’Agriculture (MA).
- Aux Bahamas, cinq sites de démonstration ont été installés et nous avons formé 80 agriculteurs en gestion des déchets organiques et en compostage.
- À la Barbade, le Laboratoire d’insémination artificielle a été mis en œuvre dans la station expérimentale de Greenland, avec le projet financé par la Nouvelle-Zélande, ce qui permettra d’augmenter la production de brebis à ventre noir.
- Au Belize, une initiative en matière de biosécurité dans l’aviculture de basse-cour, soutenue par l’Australia Direct Aid Program, a permis de construire 34 modèles de poulaillers et de former les membres de l’Association avicole du Belize (BPA).
- En Bolivie, la deuxième phase du Fonds d’accès durable aux énergies renouvelables et aux technologies efficaces (FASERTE) a dynamisé, en partenariat avec EnDev/GIZ, le marché de ces technologies. Nous avons travaillé, avec la BID, sur plusieurs études des superaliments que sont la châtaigne, le sésame et la cacahuète.
- Au Chili et au Venezuela, les parcelles expérimentales établies par le Système intensif de culture du riz (SICA) adapté, en collaboration avec les centres de recherche spécialisés de chaque pays, se sont avérées utiles pour identifier les bonnes pratiques de l’utilisation de l’eau et du contrôle des mauvaises herbes.
- Au Guatemala, la mise en œuvre du Programme Consortiums régionaux de recherche agricole (CRIA), financé par l’USDA, a permis à plus de 330 producteurs de valider 20 technologies pour augmenter leurs rendements d’avocats, de pommes de terre, de miel, de maïs, de haricot, de loroco et de piment.
- Au Guyana, à Parika, dans la région 3, grâce à un partenariat avec la FAO, des technologies d’agriculture protégée ont été introduites pour aider 40 producteurs, y compris des femmes et des jeunes, à construire des serres à bas coûts ainsi que des pépinières.
- Au Mexique, avec la collaboration de Coca-Cola, de l’Université nationale autonome du Mexique (UNAM) et du Réseau de gestion de l’innovation du secteur agroalimentaire (Red Innovagro) a été élaboré le Programme d’innovation intersectorielle 2020-2030 sur la canne à sucre pour San Luis Potosí, Oaxaca et Veracruz.
- Au Nicaragua des actions communes avec l’Institut nicaraguayen de technologie agricole (INTA) et la FAO ont été menées pour soutenir le Projet d’innovation et

de diffusion de la technologie d'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques, afin de consolider les capacités en gestion communautaire.

- Au Paraguay, avec la coopération coréenne, dix recherches ont été réalisées sur la tomate, la banane, les engrais verts et le manioc.

En matière de promotion d'une **agriculture numérique** ou **4.0** sur le continent, les décideurs des pays de l'ALC disposent d'informations actualisées sur les écarts de connectivité dans les zones rurales du continent, grâce à la réalisation et à la présentation de l'étude "[Connectivité rurale en Amérique Latine et dans les Caraïbes : un pont vers le développement durable pendant la pandémie](#)", élaborée en partenariat avec la BID et Microsoft.

En outre, les producteurs, les vulgarisateurs et les chercheurs agricoles de l'ALC disposent de plus d'information sur les technologies d'innovation fondée sur la bioéconomie, grâce à la publication d'une étude intitulée "[Technologies de bioéconomie pour valoriser les résidus et les déchets : des opportunités d'affaires pour l'agriculture familiale](#)"; au séminaire virtuel "[Des déchets aux affaires : les technologies de bioéconomie pour l'agriculture familiale](#)", avec plus de 500 affichages ; et un [catalogue dynamique de 240 technologies pour la bioéconomie](#).

Citons d'autres actions de coopération avec lesquelles les TIC ont été utilisées de façon plus intensive dans l'agriculture :

- Un projet de promotion des solutions technologiques pour la transformation numérique du secteur et la dynamisation de l'écosystème de l'agriculture numérique a été développé, à partir d'expériences pilotes à mettre en œuvre grâce à la mobilisation progressive de ressources extérieures de la Région Andine. En Équateur, les provinces de Los Ríos et Guayas et six provinces de la région amazonienne ont intensifié leur stratégie territoriale de relance de la production au moyen de projets différenciés comme : a) un centre d'innovation technologique agricole, qui générera des preuves de techniques liées à une agriculture 4.0 et à la transformation numérique appliquée ; b) des initiatives territoriales dans six provinces amazoniennes et leurs liens avec des marchés différenciés ; et c) le Programme d'innovations et de relance de l'agriculture par l'irrigation et le drainage.
- Trois pays pilotes de la Caraïbe (Antigua-et-Barbuda, Bahamas et Saint-Vincent-et-les-Grenadines) ont reçu une application pour faciliter aux producteurs l'accès aux services de vulgarisation à distance, en réponse à une demande des ministres de l'Agriculture de la région. L'application AgriExtApp (disponible également pour les téléphones portables) a été conçue et développée par une équipe multidisciplinaire de l'IICA, en coordination avec des acteurs clés des services de vulgarisation et les organisations d'agriculteurs.

- Un *hackathon* a été organisé en ligne pour développer un prototype de système de circuits courts de commercialisation pour l'Équateur, auquel ont participé plus de 250 personnes et 42 équipes de 13 pays.
- Dans l'ensemble, avec le Projet Systèmes agroforestiers multicouches innovants pour le couloir aride centraméricain (AGRO-INNOVA)¹⁶, 10 stations météorologiques numériques ont été mises en service (actuellement sur les terrains du CATIE) en phase de test, et la transmission des données a été validée pour développer un outil de prise de décisions en Amérique Centrale.
- L'outil AgroArt a été créé ; c'est un musée virtuel qui intègre et diffuse différentes expressions artistiques émanant des zones rurales des Amériques. (<https://agroart.iica.int>).
- La région a été sensibilisée à l'utilisation de plateformes de chaînes de blocs et autres technologies comme l'Internet des objets (IdO), l'intelligence artificielle (IA) et les macrodonnées, pour la plupart développées sur la base de l'expérience au Panama et en partenariat avec le secteur privé.
- Nous avons élaboré une feuille de route, avec la Chambre de commerce, l'Association des hôteliers et le Service de développement, investissement et commerce (BELTRAIDE), pour réduire les fractures numériques sur des territoires stratégiques du Belize.

L'engagement pour l'innovation interne

En interne, l'Institut a conçu et mis en œuvre l'initiative IICA-Innova comme un mécanisme pour la gestion de l'innovation, en favorisant la participation d'équipes multipays dans la création de propositions en vue de relever les défis institutionnels dans le cadre de l'application du nouveau *Modelo de negocios* et sa proposition de valeur, faite d'une plateforme d'innovation. Plus d'une dizaine d'initiatives ont été présentées et l'une d'elles, associée à l'amélioration des niveaux de communication interne, s'est avérée être l'idée la plus innovante à mettre en œuvre en 2021.

D'autres efforts, consentis au plan national ont permis que 52 chercheurs de l'Institut national de recherche agricole (INIA) du Pérou améliorent leurs capacités en matière d'innovation agricole et de sa promotion, grâce à un cours organisé par l'Institut dans le cadre du Programme national d'innovation agricole (PNIA).

L'IICA a tenu compte et suivi les résolutions 507 et 519 du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil), ainsi que les résolutions du Comité exécutif (CE), afin d'élaborer une proposition stratégique pour l'avenir du CATIE, rédiger des recommandations pour rendre productives les terres appartenant à l'Institut et au

¹⁶ Financé par l'UE.

Centre, faciliter et encourager le travail commun et coordonné des deux institutions de manière permanente et créer l'Unité commune IICA/CATIE.

La mise en marche de cette unité intensifie le travail de l'Institut et du Centre pour le bien du développement technologique des tropiques américains, tout en s'attachant à la coopération en vue d'échanger les expériences d'innovation avec les petits producteurs et de développer la recherche¹⁷ et les programmes de formation de spécialistes dans la région. Citons certains des projets de collaboration entre les deux organisations :

- Le projet d'arborisation "Bois de la fraternité IICA-CATIE", exécuté au siège de l'Institut.
- La Banque d'aliments pour consolider la sécurité alimentaire des populations vulnérables du Costa Rica.
- Le Programme centraméricain de gestion intégrale de la rouille du café (PROCAGICA).
- Le projet AGRO-INNOVA.
- Le projet "Promotion de la conservation de la biodiversité au moyen de pratiques agro-sylvo-pastorales climatiquement intelligentes dans des paysages dominés par l'élevage de trois régions du Mexique" (BioPASOS).
- La négociation du Projet d'innovation technologique dans l'agriculture et la sylviculture (PITAG) en Haïti.

Par ailleurs, les mécanismes de coopération en innovation de l'IICA, comme le Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture (PROMECAFE), le Programme coopératif pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud (PROCISUR), le Programme coopératif de recherche et de technologie pour la Région Nord (PROCINORTE), la Commission interaméricaine de l'agriculture biologique (CIAB), le Fonds régional de technologie agricole (FONTAGRO) et le Forum des Amériques pour la recherche et le développement technologique agricole (FORAGRO), sont très actifs, comme le montre le travail commun et les différentes contributions apportées à leurs organisations membres.

LE PROMECAFE

Le PROMECAFE poursuit l'intégration et la coopération technique entre neuf pays de la région et institutions de recherche et de développement agricole comme l'Institut, le CATIE, le *World Coffee Research* (WCR), le Centre de recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et d'autres partenaires, organisés en une plateforme qui permet d'analyser, de prioriser et de définir des plans, des stratégies et des activités

¹⁷ La recherche la plus récente est intitulée [Arbres et palmiers emblématiques des Amériques](#), publiée en espagnol et en anglais.

visant à permettre à des institutions, des producteurs et autres acteurs de la chaîne de valeur d'améliorer leur capacité à surmonter les principaux défis, comme une rentabilité insuffisante de la production, les changements climatiques, la propagation des ravageurs et des maladies et la faible participation des jeunes et des femmes à l'agriculture.

C'est ainsi que, grâce aux orientations du Conseil d'administration, du Comité technique et des réseaux de spécialistes, nous contribuons à la pérennité, à la résilience et à la modernisation du secteur régional du café. Citons les principaux résultats :

- Les capacités des institutions du café et de leurs équipes techniques ont été améliorées grâce au développement du Diplôme de caféiculture innovante et d'autres événements spécialisés de promotion de l'innovation, de la coopération réciproque et de la relève technique générationnelle.
- Grâce au Projet de promotion de la consommation nationale du café, avec l'aide financière de l'Organisation internationale du café (OIC) et de tous les partenaires du PROMECAFE, nous avons développé la consommation interne du café dans les pays producteurs. C'est une action qui contribue à augmenter la demande et, par conséquent, à augmenter les prix payés aux producteurs pour leur récolte, ce qui améliore la durabilité de la production de café.
- Nous avons participé en bloc et offert notre leadership régional dans plusieurs espaces de dialogue¹⁸ avec des organismes mondiaux et régionaux, comme l'OIC, le Forum mondial des pays producteurs de café, le symposium RECO et autres réunions et événements régionaux. Nous y avons fait entendre la voix des producteurs de la région, établi des priorités et défini des plans et des actions régionales susceptibles de résoudre les différents problèmes du secteur du café.
- Nous avons organisé et lancé, en partenariat avec le WCR, l'Initiative *Maximizando Oportunidades en Café y Cacao en las Américas* (MOCCA) et les partenaires du PROMECAFE, le Centre régional d'amélioration génétique du café, qui coordonnera les efforts et les stratégies du développement des variétés et des matériels de soutien à la caféiculture de l'avenir, en prévoyant l'augmentation de la production, la diminution des effets dus aux ravageurs et aux maladies, l'adaptation aux changements climatiques et la qualité à la tasse, entre autres facteurs essentiels pour la pérennité et le développement des familles productrices de café dans la région.

La direction, le soutien et le suivi de plusieurs réseaux de spécialistes régionaux ont amélioré l'efficacité du processus de coopération réciproque entre les pays de la région et permis d'approfondir les thèmes techniques prioritaires des réseaux, notamment l'amélioration génétique du café, le climat et le café, l'empreinte environnementale, la promotion de la consommation nationale et les races de rouille.

Plusieurs forums techniques ont été organisés virtuellement afin de répondre aux besoins de la caféiculture régionale sur des thèmes comme l'amélioration génétique du

¹⁸ Au cours desquels ont été examinés des thèmes comme la prise en charge de la COVID-19, les changements climatiques et la durabilité économique réduite de la production.

café, l'impact du phénomène de *la Niña* sur la caféiculture et la présence de la sauterelle centraméricaine et ses effets sur le café. Ces efforts ont contribué au leadership et à la mise en place d'une excellente ambiance de coopération technique, ce qui a permis d'accélérer les progrès des pays membres, d'optimiser les ressources, d'acquérir des connaissances et de capitaliser les expériences des membres.

Concernant la pandémie, des initiatives régionales de renforcement des capacités des membres du PROMECAFE ont été coordonnées afin de relever les défis liés à la production de café en temps de COVID-19 : des protocoles et des infographies avec des mesures de prévention de la maladie ont été inclus dans les mécanismes de communication et de formation virtuelle ; un feuilleton radiophonique sur la prévention pendant les récoltes ; une base de données sur la pandémie a été créée sur le site web du PROMECAFE et le Diplôme international de caféiculture innovante a été adapté à une modalité virtuelle.

LE PROCINORTE

Grâce à un partenariat entre instituts de recherche du Canada, des États-Unis et du Mexique et avec le soutien de l'IICA, le système de test de maturité de l'avocat a été mis au point, ce qui améliore la qualité du fruit, en réduisant les déchets et en augmentant le gain des producteurs. Un système semblable a été utilisé pour la cerise et la mangue. En 2020, d'autres thèmes ont été abordés comme la santé animale et végétale, en particulier pour la culture de la tomate qui souffre actuellement du virus du fruit rugueux brun (*Tobamovirus ToBRFV*).

LE PROCISUR

La signature d'un nouvel accord de coopération pour quatre ans avec le PROCISUR réaffirme l'engagement et l'appréciation des instituts nationaux d'innovation agricole (INIA) membres, et de l'Institut autour du Programme. Cela a été concrétisé après une année de négociation, qui a permis d'adapter certains éléments relatifs aux engagements, attributions et contributions des membres, entre autres la participation technique de l'IICA au Programme, en relativisant sa fonction administrative.

Les principaux résultats sont les suivants :

- Des liens techniques plus étroits entre l'Institut et les actions du PROCISUR, en incorporant des techniciens nationaux à des groupes de travail comme celui relatif aux jeunes et à l'innovation dans l'agriculture familiale ; les activités de formation préconisées par le projet ont été réalisées : "Utilisation de légumineuses dans les systèmes d'élevage de l'Amérique Latine et des Caraïbes : une plateforme de coopération"; et des opportunités de coopération avec d'autres régions et pays ont été identifiées (ex. l'Institut de sciences et de technologies agricoles, l'ICTA du Guatemala).

- Un nouveau projet collaboratif sur la modification génique des plantes (soja et pommes de terre) et des animaux, qui amorcera ses activités en 2021, et dont l'objectif est de créer une plateforme de formation sur cette nouvelle technologie prometteuse. Y participent la Corporation colombienne de recherche agricole (AGROSAVIA) et l'Institut national équatorien de recherches (INIAP), ainsi que le Groupe Don Mario et l'Association des coopératives d'Argentine (ACA) pour son cofinancement.
- Le groupe de jeunes de l'agriculture familiale du PROCISUR a été consolidé. Les jeunes agissent en vecteurs des processus d'innovation et ils ont identifié les thèmes d'intérêt commun pour le débat à l'échelon régional (ex. la vente en ligne en temps de pandémie). Les jeunes de ce groupe ont également pris part au Forum régional des jeunes ruraux du Sud, organisé par l'IICA.

La réalisation de 80% des activités du Plan annuel de travail 2020 a impliqué l'organisation et la coordination de plus de 80 réunions virtuelles, auxquelles ont participé, outre les spécialistes des institutions membres, 1000 autres personnes. Nous avons, entre autres, appuyé l'organisation d'un cycle de conférences sur le secteur agricole et les changements climatiques, avec une participation de 300 personnes. Des outils virtuels ont aussi été mis en œuvre pour faciliter l'interaction entre groupes de recherche des régions Sud et Andine, en vue de formuler deux projets, l'un sur la modification génique (projet approuvé) et l'autre sur l'élevage durable.

Nous avons favorisé un réajustement budgétaire et mis en œuvre des mécanismes de suivi administratif, ce qui a permis d'atteindre des niveaux d'exécution budgétaire semblables à ceux des années sans pandémie. Ce suivi a été effectué de manière coordonnée par les personnels du PROCISUR et de l'Institut.

LA CIAB

Le caractère institutionnel de la CIAB a été consolidé par la mise à jour de son statut et de son règlement intérieur, ainsi que par l'exécution du Plan stratégique pour 2030 et la création de cinq groupes de travail technique sur l'agriculture biologique et durable, ce qui intéresse tous les pays membres. Trois nouveaux accords ont été signés avec la Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique (IFOAM), l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL) et l'Association internationale de l'inspection en agriculture biologique (IFOA).

Les activités de formation sur la participation de l'agriculture biologique, réalisées avec différents partenaires, ont concerné 21 pays membres et observateurs de la CIAB. Plus de 70 fonctionnaires des systèmes nationaux de contrôle de la production biologique (SNC), tandis que les visites du public en général ont dépassé les 150 000 vues. Les thèmes traités sont, entre autres, les inspections à distance, les résidus, les statistiques,

la santé et la production, la race 4 du Fusarium, les effets de la COVID-19 et l'aquaculture.

Grâce à des actions de positionnement, des contacts dans des réunions internationales et à des mécanismes d'échange de connaissances, la CIAB a été incluse dans le stand du ministère espagnol de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (MAPA) à la Foire mondiale des aliments biologiques (Biofach) 2020, à Nuremberg, en Allemagne. En outre, les pays membres de la CIAB ont été incorporés à la Organic Food Iberia 2020-2021, et des avantages spéciaux leur ont été accordés pour leur participation à l'OFI 2021 (tarifs préférentiels pour les pays de la CIAB).

En Équateur, la CIAB a joué un rôle déterminant dans la réunion virtuelle d'affaires "L'Équateur bioexportateur mondial", organisée en coordination avec le Programme de CleIR, et également dans l'organisation du IIIème Congrès international de production biologique.

LE FORAGRO

En tant que Secrétariat du FORAGRO, nous avons représenté le Forum au Comité de direction du Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR) et sommes parvenus à l'approbation d'une proposition d'action collective sur l'agriculture numérique inclusive, dirigée par le FORAGRO et l'IICA. Puis, grâce à la représentation du FORAGRO et de l'Institut sur la Plateforme de l'agriculture tropicale (TAP), nous avons joué la visibilité et nous sommes positionnés en leaders d'une réunion parallèle pendant l'Assemblée générale et nous avons développé, en coordination avec le RELASER, un projet sur la "Numérisation : ses impacts économiques et sociaux dans les zones rurales" (DeSIRA) de l'UE, géré par la FAO pour évaluer l'utilisation en ALC des approches et des outils de renforcement des capacités d'innover, développés par la TAP.

Gestion du savoir

En 2020 l'Institut a mis en œuvre une stratégie de gestion du savoir qui accorde priorité à la formation virtuelle, à la coopération horizontale et aux bourses, stages et séjours de formation. Voici une information sur les principaux résultats obtenus dans ces différents domaines.

Campus d'e-learning de l'IICA : La plateforme a enregistré 52 981 participants. Ils ont reçu 18 637 certificats (35,18 % de cours validés). On a proposé 75 cours : 50 destinés au public en général (36 en espagnol, 4 en anglais et 10 en portugais) et 25 ont été dispensés dans le cadre d'actions de gouvernements, de projets et de partenariats avec des institutions externes (24 en espagnol et 1 en anglais), pour des participants de plus de 80 pays. Soulignons l'allocation de ressources extérieures avec *Oikocredit*, l'organisation du programme de formation interne de Bayer, et l'approbation d'une

enveloppe de 186 000 USD pour une proposition soumise par l'Institut en réponse à la demande du Centre de la Communauté des Caraïbes sur le changement climatique (CCCCC) pour organiser des formations au moyen d'*e-learning* sur l'outil CCORAL, avec un financement de l'UE.

Coopération horizontale : L'Institut a fait approuver la proposition présentée au Fonds d'affectation spéciale Pérez Guerrero du Groupe des 77 (G-77) et au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC), en vue de lutter, avec les autorités sanitaires d'Argentine, de Bolivie et du Paraguay, contre le criquet sud-américain, avec une contribution de 22 000 USD du G-77. Par ailleurs un article a été publié, par le biais du Programme de changement climatique, des ressources naturelles et de la gestion des risques liés à la production, sur le Système intensif de plantation du riz (SRI) dans la publication de l'UNOSSC intitulée "Bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement durable" (volume 3). En outre, une cartographie de la coopération horizontale sur le continent américain a été réalisée et a permis d'identifier 67 bonnes pratiques utilisées par l'IICA et ses partenaires, ainsi que d'amorcer un processus de systématisation documentaire de 12 expériences.

Bourses, stages et séjours : L'Institut a lancé deux appels à des bourses avec la Fondation universitaire ibéro-américaine (FUNIBER), qui ont permis d'offrir 93 bourses ; les principaux bénéficiaires ont été le Costa Rica (26 bourses), le Mexique (13 bourses) et la Colombie (12 bourses). L'IICA a consolidé sa politique de stages et séjours de formation grâce au lancement d'un programme de "stages volontaires virtuels", dont 40 participants ont bénéficié. Une base de données a également été créée pour les candidats aux stages, incluant 150 profils de personnes de plus de 15 pays pour consultation par les représentations et autres unités de l'Institut. Depuis 2019, 95 jeunes professionnels ont participé à ce programme de l'IICA.

Relations institutionnelles et gestion des projets

Dans le cadre de son nouveau modèle d'affaires, l'Institut a orienté et priorisé ses actions vers le renforcement de ses partenariats stratégiques ; ce qui figure dans les documents "*Marco de trabajo para construir alianzas estratégicas*" (Cadre de travail en vue de construire des partenariats stratégiques), sorte de guide de soutien permettant aux bureaux et aux unités d'approfondir leurs efforts de coopération dans les domaines national, régional et continental.

Il y a lieu de mentionner que l'IICA a obtenu la qualification de *Delivery Partner* du Fonds vert pour le climat (FVC) et a réussi avec succès le *Readiness and Preparatory Support Financial Management Capacity Assessment*, ce qui lui a permis de présenter deux projets dans ce créneau d'opportunités.

- *Strengthening the Foundation for a Climate Responsive Agricultural Sector in the Caribbean*, qui couvre 13 pays membres de la Communauté caribéenne (CARICOM) et a une valeur de 1 199 943 USD ; et
- *Post COVID-19 Green Recovery for Food, Health, and Water Security Strengthened by Financial and Technological Innovations in Latin-American Countries*, qui s'adresse à huit pays latinoaméricains membres de l'Institut et représente une valeur de 2 037 047 USD.

Le FVC a mis en avant l'IICA pour avoir élaboré et réussi à faire approuver ces deux propositions qui bénéficient à 21 pays membres, en un temps record (une année ou moins).

L'Institut est également passé à la phase 2 (sur un total de 3) du processus d'accréditation au FVC et à l'accréditation de nouveaux piliers de l'UE, ce qui lui permettra très prochainement d'accéder à une large gamme de projets financés par ces organismes. De même, les contacts ont été renoués avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), afin de fixer ensemble des lignes de travail, ainsi qu'avec le Fonds d'adaptation, comme suivi du processus d'accréditation permettant d'avoir accès à la plateforme en question, dès que l'IICA aura été classé comme organisme régional.

Par ailleurs, des réunions régionales ont eu lieu avec la CAF-Banque de développement de l'Amérique Latine et le Fonds international de développement agricole (FIDA), afin d'échanger des informations sur les programmes de travail et d'identifier les thèmes et les domaines de travail stratégiques qui seront mis en place dans leurs pays membres pendant l'après COVID-19.

Par le biais de la Délégation de l'Union Européenne en Amérique Centrale, l'IICA a reçu une demande de collaboration de l'Alliance trinationale frontalière Río Lempa pour réagir à la grave crise alimentaire qui frappe les populations de la région en raison de la pandémie de COVID-19. L'Institut a conçu une proposition technique pour un montant de 300 000 USD, afin de contribuer à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 1500 familles, grâce à l'approvisionnement en intrants agricoles capables de garantir la production de céréales de base, ainsi que la production d'œufs et de viande. L'IICA a proposé, pour ce faire, d'utiliser intégralement les ressources budgétaires des projets PROCAGICA et AGRO-INNOVA et de désigner le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) partenaire subdélégué pour l'exécution des activités techniques du projet sur la "Diversification agroproductive de céréales de base et de cultures annuelles, pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles des petits producteurs de la région du Trifinio affectées par la COVID-19".

Du Canada vers l'ALC

Plusieurs propositions de projets ont été formulées avec nos partenaires canadiens, pour le bénéfice des régions Andine, Centrale et Caraïbes. Avec Cannexion en particulier, nous cherchons à promouvoir le développement de l'agroindustrie, le coopérativisme et les modèles associatifs de femmes productrices de la chaîne des chèvres ; avec la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI), nous cherchons à renforcer les coopératives autochtones en Amérique Latine ; avec le Bureau de facilitation du commerce avec le Canada (TFO Canada), nous œuvrons à accroître les compétences des entreprises panaméennes pour exporter au Canada ; et avec Asuntos Mundiales Canadá, nous souhaitons réagir aux impacts liés à la COVID-19 en Jamaïque, au Guyana et à Sainte-Lucie.

Le programme de coopération technique de l'Institut a été consolidé avec de nouveaux partenaires dans l'écosystème des entités publiques et privées, des universités et des organisations régionales et internationales qui œuvrent avec l'IICA. On compte, parmi ces nouveaux partenaires :

- Syngenta ;
- L'Université de l'État de l'Ohio (États-Unis) ;
- L'agriculture de précision pour le développement (PAD) ;
- La Table ronde sur les biomatériaux durables (RSB), afin de trouver des alternatives susceptibles de promouvoir la production et l'utilisation durable de carburants pour l'aviation ;
- L'entreprise Acclimatise, pour l'appel d'offres émis par le CCCCC ; et
- L'organisation non gouvernementale *Friends of Cooperation and Development*, pour la proposition de la *Darwin Initiative* (programme de financement du gouvernement du Royaume-Uni) pour le Belize.

Après la fermeture du Centre technique pour l'agriculture (CTA) dont le siège se trouve en Hollande, l'Institut est devenu un partenaire clé pour conserver le savoir de cette importante organisation soutenue par l'UE qui, pendant des décennies, a offert sa coopération à la Caraïbe en matière d'agrotourisme, de gastronomie, de technologies de l'information et de la communication, de gestion du savoir et de jeunesse, entre autres.

En 2020, la qualité technique des propositions présentées aux bailleurs de fonds a été améliorée. Pour exemple, la note de 100/100 a été atteinte lors de l'appel d'offres de l'UE sur la proposition présentée au CCCCC en tant qu'accord de sous-traitance du projet *Enhancing Climate Resilience in CARIFORUM Countries*. Le cabinet-conseil gagnant est le *Consultancy Services for the Development of an Online Training Platform*

for the Caribbean Climate Online Risk Assessment Tool (CCORAL) and Associated Translation Services-Belize.

Sur le tableau des convocations de l'Institut ont été publiées 13 convocations internationales et 11 autres ont été directement transmises aux représentations qu'elles visaient. Devant les organismes financiers, 11 propositions ont été faites, dont 4 ont été approuvées.

À la suite de la Semaine de la pérennité institutionnelle, qui avait été consacrée en 2020 à la gestion de projets et à la mobilisation de ressources extérieures, l'IICA a commencé à mieux articuler ses efforts dans les deux domaines, afin de consolider la structure financière conçue pour le nouveau modèle d'affaires.

Gouvernance et réunions officielles

Comité exécutif (CE)¹⁹

La Quarantième réunion ordinaire du Comité exécutif a eu lieu virtuellement depuis le siège de l'IICA, à San José, au Costa Rica, le 21 juillet 2020. La réunion a été présidée par M. Carlos María Uriarte, Ministre de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche de l'Uruguay. Les accords suivants ont été adoptés :

- *Politique institutionnelle et services de coopération technique*

Le Comité exécutif a reçu favorablement et soutenu la stratégie de réaction de l'Institut à l'urgence internationale causée par la pandémie de COVID-19. Les États membres ont souligné les efforts innovants déployés par l'IICA pour maintenir et améliorer le rendement du secteur agricole dans les domaines national, régional et continental, ainsi que pour garantir la sécurité alimentaire et protéger le bien-être des travailleurs agricoles, grâce à différentes solutions visant à répondre aux demandes et aux besoins des pays.

Le Comité exécutif a appuyé l'initiative du Directeur général d'approfondir le processus de transformation institutionnelle au moyen d'un nouveau modèle d'affaires, de l'élaboration d'une nouvelle architecture financière et de la mobilisation et captation de ressources extérieures de différentes sources de financement. Il a également demandé à la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (CCSQG) de se constituer en groupe de travail permanent élargi, afin d'appuyer, d'analyser et de mettre au point une proposition de transformation intégrale de l'Institut.

- *Questions budgétaires et financières*

Le Comité exécutif a reçu favorablement les états financiers de l'IICA pour 2019 et le rapport des commissaires aux comptes, qui ont mis en évidence une administration saine des ressources financières. Il a aussi reconnu l'importance de continuer à appliquer les mesures fixées par le Comité exécutif et le Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil) pour encourager les États membres à payer leurs quotes-parts annuelles ainsi que les arriérés des années passées, dans ces temps difficiles auxquels se heurtent l'Institut et ses pays membres en raison de la pandémie de COVID-19.

¹⁹ Le Comité réunissait les États membres suivants : Argentine, Bahamas, Bolivie, Costa Rica, États-Unis, Guyana, Haïti, Nicaragua, Panama, Paraguay, Uruguay et Venezuela.

- *Partenariats avec des organismes internationaux*

Le Comité exécutif a reçu le rapport du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) pour l'année 2019 et le rapport du programme de travail de l'Institut caribéen de recherche et de développement agricoles (CARDI) pour la période 2019-2020.

Il a également reçu favorablement les recommandations figurant au rapport de la Commission spéciale sur le CATIE, composée du Costa Rica, de l'Équateur, des États-Unis, du Honduras, de la Jamaïque et du Mexique, et a prié les directeurs généraux de l'IICA et du CATIE de créer une unité commune chargée de mettre en œuvre ces recommandations, et d'élaborer un "plan directeur" en matière d'utilisation stratégique du patrimoine immobilier et productif des propriétés de l'Institut et du CATIE.

- *Questions relatives aux organes de direction de l'IICA*

Le Comité exécutif a reçu favorablement le rapport de la Réunion ordinaire 2020 de la CCSQG et les rapports périodiques sur la mise en œuvre des résolutions de la Vingtième réunion ordinaire du Conseil et de la Trente-neuvième réunion ordinaire du Comité exécutif.

Il a, en outre, reçu le rapport de la Commission interaméricaine de l'agriculture biologique (CIAB) pour la période 2019-2020 et chargé le directeur général de l'Institut d'élaborer, en consultation avec les pays membres de la CIAB, une proposition de modifications du statut de cette commission, afin de la soumettre à la prochaine réunion du Comité exécutif en vue d'une possible approbation.

Réunions officielles tenues en 2020

Nom officiel	Date	Lieu	Date et lieu de publication du rapport ou du procès-verbal de la réunion
Réunion ordinaire 2020 de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion	6 mai 2020	Virtuellement depuis le siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 16 juin 2020
Quarantième réunion ordinaire du Comité exécutif	21 juillet 2020	Virtuellement depuis le siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 30 septembre 2020
Première réunion extraordinaire 2020 de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion	1er octobre 2020	Virtuellement depuis le siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 17 novembre 2020
Deuxième réunion extraordinaire 2020 de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion	3 décembre 2020	Virtuellement depuis le siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 30 janvier 2021

Principaux résultats de la gestion institutionnelle

Gestion stratégique

Dans son engagement à favoriser une culture des processus, l'IICA a poursuivi la mise en œuvre effective, amorcée en 2019, des 12 macro-processus, qui se sont ajustés à la dynamique de la nouvelle réalité institutionnelle et ont été décrits comme utilisant les meilleures pratiques, qui sont en cours de révision et seront optimisés très prochainement.

Pour amorcer l'optimisation des processus administratifs, plusieurs outils numériques ont été utilisés, ce qui a permis de les ajuster aux meilleures pratiques, de diminuer les coûts et d'assurer l'efficacité, la transparence et la traçabilité de l'information. Parmi les premiers processus administratifs à être réexaminés et optimisés, citons la planification tactique 2020-2022 associée aux dix déclarations stratégiques de l'Institut, l'utilisation intensive de données (renseignement relatif aux affaires) en vue de soutenir les prises de décision, la démarche documentaire du siège et les achats et engagements au sein des représentations.

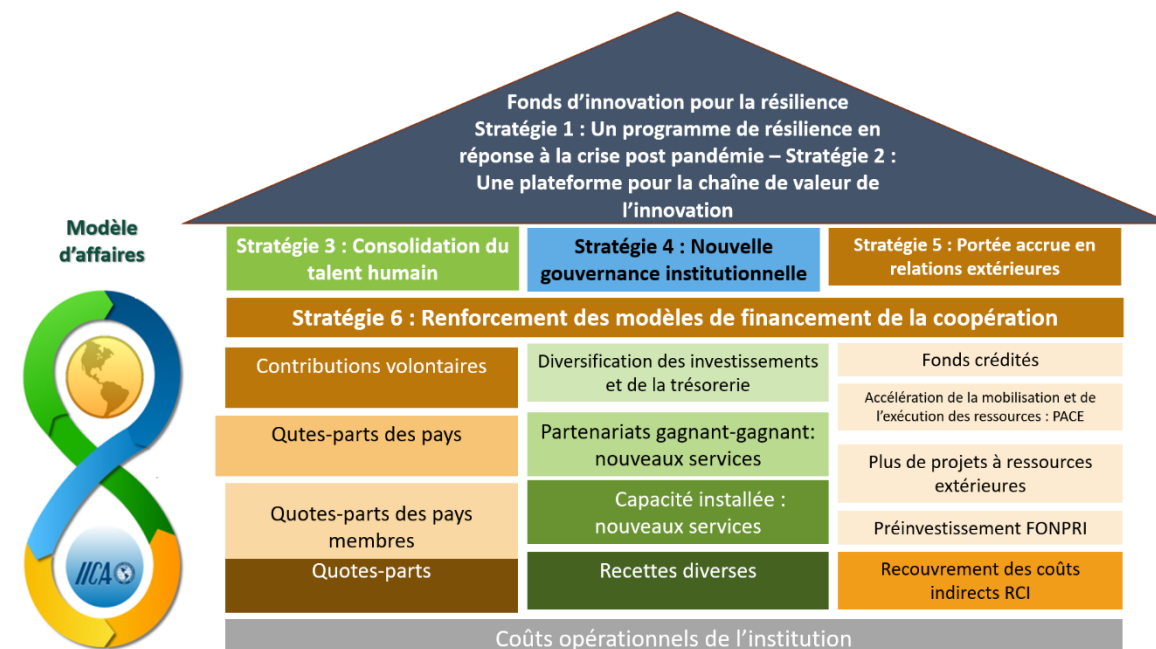
De nouveaux instruments normatifs ont été actualisés ou créés afin qu'ils soient alignés sur les processus optimisés et qu'ils remplissent les conditions prévues pour les piliers 7, 8 y 9 de l'UE et l'accréditation auprès des Fonds internationaux, dont le Fonds vert pour le climat (FVC). Citons certains de ces instruments :

- La politique de protection des données personnelles ;
- La politique de lutte contre la traite des personnes et le travail des enfants ;
- Le manuel de gestion des ressources extérieures ;
- Le guide de gestion des risques institutionnels ;
- Le Chapitre VIII du "Manuel du personnel", qui traite des voyages ;
- La procédure de dépôt de plainte ou dénonciation, annexe de la politique de protection des plaignants et des témoins ;
- Le formulaire "Connaître son client", en annexe de la politique de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme ; et
- L'incorporation d'un article sur les plaintes dans les différentes politiques institutionnelles.

L'IICA a respecté à la lettre les mesures d'austérité financière et budgétaire fixées, à plus forte raison en ce temps de pandémie. Ses différentes sources de ressources ont été réorganisées dans le Fonds unique de coopération technique. Ce qui a permis d'orienter l'attention sur les actions prioritaires, d'accroître l'efficacité des ressources institutionnelles et de financer 25 opérations pour une valeur proche de 500 000 USD.

Un processus de transformation organisationnelle a été lancé par le directeur général, fondé sur un **nouveau modèle d'affaires** orienté vers l'augmentation de la pertinence, de la productivité, de l'innovation et de la pérennité institutionnelle.

Ce modèle comprend une feuille de route avec six stratégies de travail dans les domaines suivants : programme de promotion de la résilience après la pandémie, plateforme en vue de l'innovation, du renforcement du talent humain, de la gouvernance institutionnelle, de l'approfondissement des relations extérieures et de la consolidation financière pour la coopération.



Pour progresser en matière d'élaboration d'une nouvelle architecture financière, différentes sources de ressources extérieures ont été analysées ainsi que les possibilités d'élargir le portefeuille des projets qui ont de plus fortes retombées sur ses États membres, y compris l'accréditation auprès de fonds mondiaux et climatiques. Nous avons mieux utilisé les capacités installées, la diversification des investissements, la création d'alliances pour trouver des solutions et la création de fonds orientés vers la résilience des systèmes agroalimentaires.

Concernant la gouvernance, la structure, les réseaux et la gestion des projets, le modèle proposé, mis en œuvre grâce à une équipe multidisciplinaire, tente de renforcer la compétitivité et la capacité institutionnelle, en accordant priorité à la mobilisation de ressources.

Budget et finances

L'IICA a utilisé près de 34 millions de dollars américains de ressources ordinaires de façon rationnelle et transparente, tout en augmentant l'exécution de ressources extérieures, passant de 113,9 millions d'USD en 2019 à 129,9 millions en 2020.

Dans le domaine des paiements des quotes-parts annuelles par les États membres, la réactivité des gouvernements et les démarches de recouvrement de l'Institut ont permis de recouvrer 25,2 millions d'USD, soit 85 % du montant du programme-budget, le solde restant étant de 17,3 millions d'USD. En outre, 3,1 millions USD ont été collectés à l'avance correspondant aux redevances 2021.

La stratégie d'optimisation de l'utilisation des ressources, en ces temps de pandémie, a permis d'effectuer un réajustement de 7 millions de dollars américains, dans les dépenses du budget ordinaire, ainsi réduit de 41 à 34 millions de dollars. C'est le résultat de l'épargne créée grâce à la mise en œuvre de la modalité de travail à distance depuis mars 2020, ainsi qu'à d'autres économies en matière d'engagements, de services et d'acquisition de biens effectués par négociations, renégociations et réajustements internes (258 209 USD).

Talent humain

Une analyse a été réalisée, sur la base d'indicateurs objectifs comme les revenus et les coûts, portant sur la structure, l'efficacité et la productivité de toutes les représentations ; ce qui a permis de mener des actions en vue d'accroître l'efficacité et la productivité et de faire baisser les coûts. Des études de charges de travail ont été réalisées avec des outils qui permettent d'analyser, de manière objective, la capacité installée disponible ou exigée pour poursuivre les objectifs de l'institution. En outre, un manuel a été élaboré en vue de réaliser ce type d'études standard, selon les besoins et les spécificités de l'IICA.

Les représentations d'El Salvador, du Panama, de la République Dominicaine, du Suriname, de l'Uruguay et du Venezuela ont été restructurées, et des changements organisationnels ont été apportés au siège et dans les bureaux des représentations du Brésil et du Costa Rica. Citons pour exemple de nouvelles propositions d'élaboration de mesures incitatives, la formation et la certification des compétences dans le cadre du nouveau modèle de gestion, la création de *clusters* administratifs multipays au sein d'une "représentation nœud" qui permet d'optimiser la gestion d'un groupe de bureaux "client" et un soutien administratif grâce à un *pool* de collaborateurs. Tout sera mis en œuvre à partir de 2021.

En réponse immédiate à l'urgence sanitaire de la pandémie de COVID-19 et pour protéger la santé de tout le personnel, nous avons choisi le télétravail assoupli pour les employés du siège, des 34 représentations et du Bureau permanent pour l'Europe ; cette décision a été bien acceptée et le personnel a fait preuve d'un meilleur rendement.

Services et technologies de l'information et de la communication

L'infrastructure institutionnelle a été conservée grâce à de rigoureux services d'entretien, de sécurité et de nettoyage. Il a ainsi été possible de laisser ouvertes les installations de l'Institut, malgré la pandémie de COVID-19, dans le respect des protocoles de sécurité prévus par les autorités du ministère de la Santé.

L'amélioration de la gestion administrative se traduit par la diminution à moins de 48 heures du temps de réponse moyen pour formaliser les contrats demandés (consultations, services et mandat déterminé). Nous avons amorcé la gestion automatisée des contrats et la facturation, grâce à un système électronique de gestion de documents.

L'IICA a migré son service de stockage du cloud de Dropbox au service Onedrive, pour une économie annuelle de plus de 35 000 USD annuels dans de meilleures conditions technologiques pour ses fonctionnaires. En outre, le service de *hosting* du système SAP a été amélioré, ce qui a permis de meilleures conditions techniques et économiques ainsi qu'une épargne annuelle de plus de 15 000 USD.

Voici certains des outils technologiques mis au point ou actualisés :

- Le système de gestion électronique de documents (GED), qui automatise le flux des processus institutionnels ;
- Le système des Voyages IICA ;
- Le module de planification stratégique et tactique du Système unifié de gestion institutionnelle (SUGI) ; et
- Le site web de l'institution (www.iica.int), où se trouve l' [*agenda de cooperación activa*](#).

Le Centre d'interprétation de l'agriculture de l'avenir (CIMAG), dans les locaux du siège, qui est un moyen de visualiser le potentiel de l'agriculture 4.0, a reçu des équipements technologiques. En outre, pour le compléter, un nouveau stand de Bayer a été installé.

Évaluation et contrôle interne

Dans le cadre d'une amélioration continue, une évaluation de rendement a été menée dans le bureau de la représentation du Guyana et un suivi a été réalisé des plans de modernisation des bureaux de la Barbade, d'Équateur et d'Uruguay. Pour faire face aux restrictions de voyages dans les pays en raison de la pandémie de COVID-19, une

analyse a été faite des bureaux avec leurs caractéristiques, à la lumière de cette pandémie, en utilisant un tableau qui permet d'en faire une évaluation rapide. Nous avons, en outre, évalué les mécanismes du Fonds unique de coopération technique, des actions à réaction rapide et du portefeuille de projets financés à l'aide de ressources extérieures.

Le processus de vérification *extra situ*, qui consiste à définir un échantillon choisi ou aléatoire de documents demandés à une représentation de l'Institut dans un pays membre pour examen, a été consolidé. L'utilisation d'outils virtuels a permis d'effectuer, malgré la pandémie de COVID-19, dix des onze processus de transferts de responsabilités des postes de Représentants de l'IICA dans les États membres, sans qu'aucun retard ne soit à déplorer.

Annexes

Annexe 1

7 actions à réaction rapide exécutées en 2020

Date du début	Titre	Pays siège	Montant alloué (USD)
2019	Caterpillar Central Department	Haïti	0
2019	Réhabilitation Bahamas	Bahamas	0
2019	Élevage durable de bovins dans l'État du Tabasco	Mexique	19 020
2019	Atelier sur la biosécurité <i>Fusarium oxysporum f. sp. cubense</i> - course tropicale 4	Siège	9 000
2020	Directives de politique publique	Bolivie	24 700
2020	Co-organisation de la Conférence internationale de Bioéconomie – Soutien et financement des activités techniques pour l'Argentine	Siège	21 500
2020	Saint-Vincent-et-les-Grenadines Soutien au développement du bétail	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	29 700
Total de ressources IICA investies : 103 920 USD			

Source : Direction des services institutionnels/GPME.

10 initiatives de préinvestissements en 2020

Date de début	Titre	Pays siège	Montant alloué (USD)
2019	Définition d'un modèle de gestion intégrale des bassins hydrographiques	Venezuela	9 762
2019	Label de l'agriculture familiale paysanne	Équateur	20 517
2020	Proposition de mise en œuvre du Programme d'inspection non intrusive avec les chiens (INI-CAN)	Costa Rica	1 512
2020	Développement de la proposition <i>Readiness</i> pour le Fonds vert pour le climat (GCF) pour les ECS dans la région	Suriname	30 000
2020	Alternatives de technologie numérique pour améliorer la compétitivité, l'inclusion et la pérennité de l'agriculture familiale	Équateur	30 000
2020	Élargissement de l'accès de l'agriculture familiale aux marchés nationaux et internationaux	Brésil	10 000

2020	Gestion numérique dans les services de production et de commercialisation de l'agriculture familiale dans les Amériques	Siège	30 000
2020	Escalamiento des technologies de l'énergie renouvelable dans l'agriculture	Siège	2 936
2020	Green Climate Fund (SKN)	Saint-Christophe-et-Niévès	30 000
2020	Stratégie pour l'approvisionnement en aliments pour les groupes vulnérables face à la situation d'urgence due à la COVID-19	Mexique	50 000
Total de ressources IICA investies : 214 727 USD			

Source : Direction des services institutionnels/GPME.

Annexe 2

Nouveaux partenaires et alliés de l'IICA pour le programme de développement agricole et rural 2020

Pays	Organisations
Antigua-et-Barbuda	Australia Direct Aid Program (DAP), Caribbean Biodiversity Fund (CBF)
Argentine	Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), Association latino-américaine d'intégration (ALADI), FONPLATA
Bahamas	FAO, Coopérative des apiculteurs de Grande Bahama
Barbade	Organisation mondiale du tourisme, Université de Floride, Union Européenne
Bélize	DAP, Université de l'Ohio
Bolivie	Ambassade de Nouvelle Zélande, Association latino-américaine d'Intégration (ALADI), Institut de recherche pour le développement de France, Centre international de la pomme de terre
Chili	FIDA, Université du Chili, Pontificia Universidad Católica de Valparaíso, Consortium laitier
Colombie	Association nationale des chefs d'entreprise de Colombie, The Nature Conservancy, Institut Alexander Von Humboldt, PAD, PNUD
Costa Rica	Ministère de la Planification nationale et de la politique économique (MIDEPLAN), Conseil national des foires agricoles, Ministère des Sciences, de la Technologie et des Télécommunications (MICITT), Université du Costa Rica
Dominique	PNUD, Initiative de partenariat pour la gestion durable des terres (PISLM), FAO
Équateur	Secteur bananier et agro-qualité (partenariat public-privé), Fonds italo-équatorien pour le développement durable
Guatemala	Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), Ambassade du Canada
Guyana	FAO, CARICOM, Basic Need Trust Fund Implementation Agency
Haïti	Banque mondiale
Jamaïque	University of Technology
Mexique	Coca Cola, Fonds national pour le tourisme, Association mexicaine des banques alimentaires, Université autonome du Mexique
Nicaragua	Catholic Relief Services, CATIE, CIAT, COSUDE, FAO
Panama	Foodchain, Union Européenne
Paraguay	Union Européenne, Agence de coopération internationale de Corée, Korean Institute for Development Strategy, Association rurale du Paraguay
Pérou	PNUD, FAO, CIP, CATIE, CIAT, Helvetas, Practical Action, Université du Chili
République Dominicaine	Fonds spécial pour le développement agricole
Saint-Christophe-et-Nièvés	Syngenta, Fonds vert pour le climat
Sainte-Lucie	Boutiques Massy, Saint Lucia Marketing Board
Suriname	Centre de recherche scientifique du Yucatán, CIAT
Trinité-et-Tobago	The Cropper Foundation, WHYFARM, Tobago Agroprocessors Association, Caribbean Biodiversity Fund
Venezuela	Université centrale, Institut d'études supérieures d'administration, Grupo Orinoco Energía y Ambiente, Bourse de produits et intrants agricoles, Université métropolitaine

Annexe 3

Principaux produits du savoir de l'IICA

Campus virtuel de l'IICA http://elearning.iica.int/	75 cours disponibles.
Alliance des services d'information agricole - SIDALC http://ww.sidalc.net	On a assisté à une augmentation des affichages et des ressources dans les plateformes de gestion de l'information, tant en matière de portée continentale qu'en interne : participation de 179 institutions, visites de 2 889 135 utilisateurs et 15,4 millions de pages vues. On estime que 12 652 articles ont été échangés, ce qui équivaut à la mobilisation de ressources du savoir pour une valeur de 632 600 USD.
AgriPerfiles http://agriperfiles.agri-d.net/	Contient 14 243 profils de spécialistes en agriculture et vie rurale. On compte 48 111 visites d'utilisateurs qui ont lu 318 628 pages.
Système intégré pour la gestion des bibliothèques http://opac.biblioteca.iica.int/	Le Système des bibliothèques de l'IICA et du CATIE a été reconstitué (http://biblioteca.iica.int/) ; on y trouve 143 624 ressources en provenance de la Bibliothèque commémorative Orton, du siège, d'Argentine, du Brésil, de Jamaïque et de Colombie, auxquelles ont accédé 23 066 utilisateurs.
Archives de l'IICA https://repositorio.iica.int/	Il dispose de 13 684 ressources numériques institutionnelles, soit une augmentation de 65 % par rapport à 2019. On compte 2 217 489 visiteurs.
Bases de données scientifiques https://acceso.biblioteca.iica.int/	Cette nouvelle plateforme facilite l'accès des spécialistes de tout le continent à des bases de données internationales. Avec un investissement d'environ 40 000 USD, l'IICA et le CATIE ont économisé près de 900 000 USD.
Initiatives de coopération technique http://apps.iica.int/dashboardproyectos/	Information fournie sur plus de 500 initiatives de coopération technique.

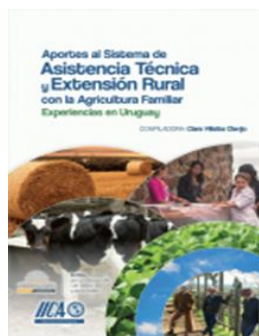
Exemples de publications récentes :



[Les biocarburants liquides dans les Amériques : situation actuelle et potentiel de développement](#)



[Apprentissages et trajectoires du secteur agroalimentaire mexicain pendant l'ALENA](#)



[Contributions au système d'assistance technique et vulgarisation rurale avec l'agriculture familiale : expériences en Uruguay](#)



[Inégalité numérique de genre en Amérique Latine et dans la Caraïbe](#)

Source : Centre de Services de gestion du savoir et de la coopération horizontale.

Sigles

AGRO-INNOVA	Projet de Systèmes agroforestiers multicouches innovants pour le couloir aride d'Amérique Centrale
ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALC	Amérique Latine et Caraïbes
BID	Banque interaméricaine de développement
CAC	Conseil agricole centraméricain
CARICOM	Communauté caribéenne
CAS	Conseil agricole du Sud
CCCCC	Centre de la communauté des Caraïbes sur le changement climatique
CCSQG	Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (IICA)
CIAB	Commission interaméricaine d'agriculture biologique
COPROFAM	Confédération d'organisations de petits producteurs du Mercosur élargi
COVID-19	Maladie due au coronavirus 2019
CVP	Comité vétérinaire permanent du Cône Sud
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAS	Service agricole de l'extérieur (États-Unis)
FECAGRO	Fédération des Chambres agricoles et agroindustrielles d'Amérique Centrale
FIDA	Fonds international de développement agricole
FONTAGRO	Fonds régional de technologie agricole
FORAGRO	Forum des Amériques pour la recherche et le développement technologique agricole
FVC	Fonds vert pour le climat
G-77	Groupe des 77
GPME	Gestion de la planification, du suivi et de l'évaluation (IICA)
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
JIA-le Conseil	Conseil interaméricain de l'agriculture
KJWA	Programme de travail commun de Koronivia
MERCOSUR	Marché commun du Sud
OEA	Organisation des États américains
OIC	Organisation internationale du café
OIE	Organisation internationale de la santé animale
OMC	Organisation mondiale du commerce
PMT	Plan à moyen terme (IICA)
PROCAGICA	Programme centraméricain de gestion intégrale de la rouille du café
PROCINORTE	Programme coopératif en recherche et technologie pour la région Nord
PROCISUR	Programme coopératif pour le développement technologique, agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud
PROMECAFE	Programme coopératif régional pour le développement technologique et la modernisation de la caféiculture
RAM	Résistance antimicrobienne
REAF	Réseau spécialisé en agriculture familiale du Mercosur

RELASER	Réseau latino-américain de services de vulgarisation rurale
SAIA	Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments
SICA	Système d'intégration économique de l'Amérique Centrale
SIECA	Secrétariat d'intégration économique de l'Amérique Centrale
TAP	Plateforme d'agriculture tropicale
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union Européenne
UNOSSC	Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis
WCR	World Coffee Research

Publié en Mars, 2021

www.ica.int